

# LA MISÈRE DANS LA CONFÉDÉRATION SUDISTE

*Serge Noirsain*



« L'émeute du pain » à Richmond, le 2 avril 1863. (*Frank Leslie's Illustrated Newspaper*)  
Deux Belles du Sud, Hetty Cary (à droite) et Sallie Brock-Putnam, écrivirent dans leur journal intime que la conduite de ces femmes désespérées était celle d'une « populace répugnante ».

« Aucune guerre visant à l'indépendance d'une nation ne peut aboutir si ceux qui l'ont déclenchée restent indifférents au sort de leurs concitoyens ou s'ils sont plus déterminés à défendre leurs intérêts particuliers qu'à partager les sacrifices que requiert la victoire. »

Dr. Armstead L. Robinson, University of Virginia  
Founding Director of the Carter G. Woodson Institute, Virginie.

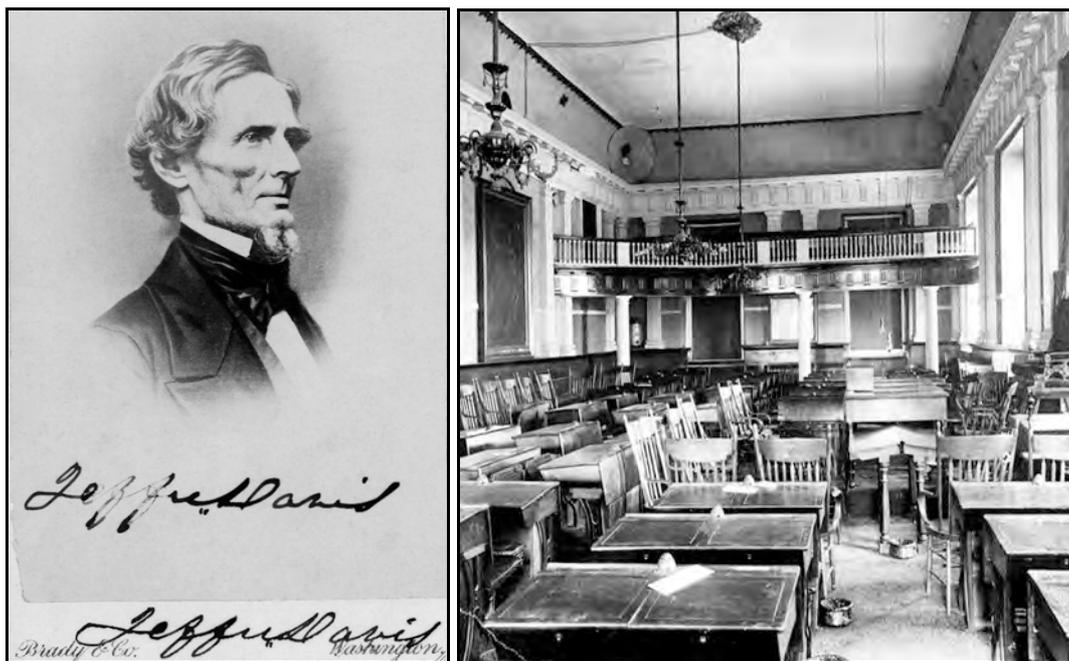
« Les pressions de la guerre créèrent beaucoup de souffrances qui désagrégèrent le moral de la population sudiste. Même si cela ne l'incita pas à prendre le parti de l'Union, elle ressentit une aversion croissante pour son gouvernement qu'elle jugea incompetent et indifférent à ses malheurs. »

Aaron Sheehan-Dean, University of North Florida in Jacksonville.  
*Confederate Morale during the Civil War*, Encyclopedia Virginia. Ed. Brendan Wolfe, 2012.

Sur ce site, le Dr. Stève Sainlaude (*Le point de vue visionnaire d'un consul français dans la guerre de Sécession*) brosse le portrait d'Alfred Paul (1817-1868), consul de France à Richmond (Virginie) depuis 1852. Le Dr. Sainlaude souligne le regard lucide que ce diplomate français porta sur le comportement et la désagrégation de la société sudiste pendant la guerre de Sécession<sup>1</sup>. Le texte de Stève Sainlaude est complémentaire du présent article parce que le témoignage d'Alfred Paul corrobore les recherches effectuées par les historiens auxquels nous nous référons.

<sup>1</sup> Sainlaude, *Alfred Paul, un diplomate français*, pp. 69-70. En 1860, il n'y avait pas de véritable ambassade française à Washington, il s'agissait d'une légation dirigée par un ministre plénipotentiaire.

Jusqu'à l'ouverture des hostilités par les Confédérés, sa mission consistait à collecter des informations sur l'économie américaine dans le Sud et à superviser l'acheminement du tabac de la régie française. Paul relativise l'importance du Sud dans l'économie américaine tandis que le Nord domine le marché intérieur et l'exporte largement en termes d'exportations. Il relève en outre que ce sont les banques du Nord qui font fructifier les revenus des esclavagistes, une sujétion qui permet à leurs financiers d'étrangler les Etats de Dixie. Pour Paul, cette subordination des revenus sudistes aux financiers du Nord sape l'économie des Etats rebelles avant même que s'entament les grandes campagnes militaires : « *Toutes les affaires sont en suspens, le crédit est anéanti, l'argent devient de plus en plus rare ; le capital se cache, aucune transaction n'est possible ; toutes les valeurs semblent à des taux alarmants*<sup>2</sup>. »



**Chambre des représentants (députés) à Richmond en 1862. (Library of Congress)**

Il est probable que son isolement à Richmond ne lui permit pas d'observer comment, dans l'ensemble des Etats rebelles, la caste des grands propriétaires terriens « roula ses gens dans la farine » pour les exhorter à se battre pour une cause qui ne les concernait pas. Après la guerre, il naquit dans le Sud un courant revanchard qui visait à gommer ses dissensions internes et l'égoïsme de sa classe possédante afin de faire accroire à l'unité du peuple sudiste dans sa lutte contre le Nord. Durant l'immédiat après-guerre, les péripéties et les souvenirs des grandes batailles reléguèrent au second plan les principales raisons de la défaite confédérée : un océan d'injustices sociales que les thuriféraires d'un Sud prétendument chevaleresque occultèrent sciemment. En 1860, la majeure partie de la population sudiste stagnait encore dans un sous-développement comparable au Mezzogiorno italien, au-dessus duquel planait le « noble » gentleman rebelle<sup>3</sup>. L'informatisation progressive des archives des Etats et du gouvernement américains livre peu à peu des documents authentiques donc incontestables qui éviscèrent les stéréotypes de la « Cause perdue » et dévoilent les véritables objectifs de la classe dominante sudiste et de ses acteurs politiques.

Drew G. Faust et Paul D. Escott observent que les historiens nient à juste titre l'existence d'un sentiment nationaliste au sein de la Confédération parce que celle-ci succomba autant à ses dissensions internes qu'à la pression des armées fédérales. David

<sup>2</sup> Sainlaude, *Alfred Paul, un diplomate français*, p. 71.

<sup>3</sup> Carmignani, *Que reste-t-il du Sud d'Antan ?*

M. Potter considère du reste que si un sentiment nationaliste s'était réellement dessiné au sein de la Confédération, il aurait en quelque sorte légitimé « *les droits d'un mouvement esclavagiste à l'autonomie et à l'autodétermination*<sup>4</sup> », ce qui aurait conforté le rejet de la société sudiste par les pouvoirs européens.

Pendant les deux ou trois décennies qui précédèrent la guerre « *les propriétaires d'esclaves avaient aisément dirigé leur région parce qu'ils avaient manœuvré subtilement pour se passer de l'avis et du consentement de la masse de la population qui ne possédait pas de Noirs,* » note Faust. En outre, et depuis 1850, de moins en moins de petits fermiers acquéraient des esclaves en raison de la hausse considérable et sans cesse croissante de leur coût. En 1861, la nécessité de recourir au peuple pour assurer ses obligations militaires contraignit l'intelligentsia esclavagiste à renégocier ses relations avec le gros de sa population. Sa première démarche consista donc à créer et à promouvoir un véritable sentiment national qui dépassait celui que la presse bradait dans ses éditoriaux. « *Comme les propriétaires d'esclaves se trouvaient dans l'impossibilité de remporter seuls le conflit,* » note Faust, « *ils furent obligés de créer une identité que tous les Sudistes étaient censés partager pour que survive la Confédération (...) Les grands propriétaires d'esclaves s'unirent rapidement pour forger de toutes pièces un sentiment national servant leurs intérêts personnels*<sup>5</sup>. »

William Bilbo, l'un des meneurs sécessionnistes du Tennessee, écrivit à ce propos : « *Nous devons exciter, chez nos concitoyens, un ardent et virulent attachement à notre gouvernement.* » Faust observe donc sans surprise que les voix les plus tonitruantes qui ressassaient le renforcement de l'unité sudiste émanaient de ceux qui prônaient l'extension de l'esclavage : les planteurs, le clergé, les politiciens et les intellectuels. « *La formulation de l'idéologie confédérée,* » écrit-il « *visait avant tout à fondre les intérêts des différentes classes sociales dans le creuset de l'intérêt national (...) Les efforts pour persuader la majorité de la population de s'identifier à des intérêts qui ne servaient que la minorité exigèrent tout de même certaines concessions à la masse de ceux qui ne possédaient pas d'esclaves*<sup>6</sup>. »

Pourtant, dès 1861 se profilent les prodromes de l'opposition de la petite paysannerie sudiste au conflit. Certains organes de presse se font déjà l'écho du mécontentement populaire vis-à-vis de cette guerre, notamment le *Weekly Courier* du 4 octobre 1861 qui publia la lettre collective émanant du comté de Floyd (Géorgie) : « *Est-il exact que le pauvre sera taxé pour financer la guerre alors que c'est la question de l'esclavage qui l'a déclenchée ? Les esclaves accumuleront des richesses pour leurs maîtres pendant que les pauvres devront abandonner leur ferme avec le risque de faire de leur femme une veuve et de leurs enfants des orphelins ?* »

Paul Escott a tenu de citer cette lettre parce que les autorités locales invitèrent fermement l'éditeur de ce journal à ne plus faire paraître de tels textes. Dans son ouvrage, Escott évoque sommairement les premiers troubles qui, dès 1861, annonçaient les premières résistances populaires à l'effort de guerre confédéré. Cette résistance, précise l'auteur, ne s'inscrivait pas dans un sentiment abolitionniste, elle témoignait simplement du refus des classes laborieuses de se sacrifier pour la défense d'intérêts qui n'étaient pas les leurs<sup>7</sup>. Les discours populistes de l'élite sudiste visaient donc à convaincre les *Poor Whites*<sup>8</sup> que l'esclavage des Noirs leur était plus profitable qu'aux

---

<sup>4</sup> Faust, *Confederate Nationalism*, pp. 2-3 ; Potter, *The South and the Sectional Conflict*, pp. 46, 63.

<sup>5</sup> Faust, *Confederate Nationalism*, p. 15.

<sup>6</sup> Faust, *Confederate Nationalism*, pp.14-16. Bilbo, *The past, present, and future of the Southern Confederacy, an oration delivered by, in the city of Nashville, Oct. 12, 1861.*

<sup>7</sup> Escott, *After Secession, Jefferson Davis and the Failure of Confederate Nationalism*, pp. 95-102.

<sup>8</sup> Dans son contexte spécifique, le terme américain *Poor Whites* s'appliquait aux Sudistes qui ne possédaient pas d'esclaves et cultivaient un lopin de terre. Il désignait également les Blancs de condition misérable ou très modeste.

couches supérieures de leur société. « *C'est sur les classes sociales défavorisées* », écrivit Joseph Turner dans le *Countryman*, « *que l'abolitionnisme fera peser son poids mortel (...) Il vaut mieux que le Noir serve le Blanc plutôt que de voir des Blancs servir d'autres Blancs.* »

« *Abolissez l'esclavage des Noirs,* » hurla le pasteur J.J. Renfroe aux soldats du 10<sup>e</sup> régiment de l'Alabama, « *et vos enfants et les miens devront se substituer à eux dans cette institution.* » La place nous manque pour étaler la pléthore de propos vénéneux que Drew Faust décortique dans la presse sudiste<sup>9</sup>. Ces discours populistes, le consul Paul les dénonça et accusa les barons du coton de recourir à de basses manœuvres pour entraîner les masses populaires dans la sécession et museler l'opposition interne<sup>10</sup>.



**Poor Whites du Sud dans les années 1860.**  
[www.highoffc.com/2011/06/atlanta-journal-constitution](http://www.highoffc.com/2011/06/atlanta-journal-constitution)

L'intérêt que la classe privilégiée sudiste porta soudainement à ses *Poor Whites* s'inscrivait évidemment dans la vision, au demeurant surréaliste, d'un Sud où la supériorité de la race blanche s'imposerait définitivement par l'accroissement du nombre de propriétaires d'esclaves. « *Nous devons avoir une meilleure répartition des esclaves, disons un maximum de 200 par propriétaire, pour d'innombrables raisons politiques, sociales, culturelles et religieuses,* » préconise un quotidien d'Augusta (Géorgie), « *parce qu'une partie trop minime de notre population est réellement impliquée dans cette institution, c'est notre tendon d'Achille.* » Cet argument n'était pas vraiment nouveau car, à la veille de la guerre, divers politiciens sudistes et notamment les commissionnaires de la Confédération à Paris, Londres, Bruxelles et Madrid avaient activement milité pour la réouverture de la traite du « Bois d'ébène ». L'éditeur du très populaire *Mercury* de Charleston s'insurgea contre ceux qui condamnaient la reprise de cet infâme commerce : « *C'est stigmatiser le trait le plus représentatif de la Confédération (...) S'ils ne bénéficient pas indirectement et légitimement de cette institution, nos concitoyens qui ne possèdent pas d'esclaves se trouveront en*

<sup>9</sup> Faust, *Confederate Nationalism*, pp. 70-74.

<sup>10</sup> Sainlaude, *Alfred Paul, Un diplomate français*, pp. 77-78 ; Cor. de Paul à Thouvenel ; Richmond, 2 novembre 1861. A.M.A.E., CPC Etats-Unis, vol. 9 ff. 253v-254 ; Richmond, 27 février 1862, A.M.A.E., CPC Etats-Unis, vol. 12 f. 17.

*compétition avec ceux-ci. Ces concitoyens sans esclaves ne constituent pas une partie de notre société esclavagiste, ils appartiennent à notre société démocratique*<sup>11</sup>. »

Au cours des années 1860, l'éditeur du *Southern Literary Messenger* et quelques-uns de ses confrères confirmèrent le rôle primordial de la presse dans la circulation des clichés : « *Comme tous les peuples qui bavardent beaucoup, les Sudistes lisent peu. Notre éducation dérive principalement de nos discussions et de nos papotages (...) Nous resterons incapables d'analyser les événements en profondeur dans nos propos et notre éducation aussi longtemps qu'une forme d'instruction plus durable ne se substituera pas à cette regrettable habitude (...) Pour leur survie, les Sudistes doivent devenir un peuple qui lit plutôt qu'un peuple qui bavarde*<sup>12</sup>. »

Dans leur analyse de la société américaine du XIX<sup>e</sup> siècle, Soltow et Stevens soulignent l'infériorité culturelle globale du peuple sudiste par rapport à celui du Nord. Cette étude confirme ce que Wiley notait déjà dans son *Life of Johnny Reb, the Common Soldier of the Confederacy* : un analphabétisme beaucoup plus chronique dans les armées rebelles que dans celles du Nord. Cette particularité était due à la faible densité du réseau scolaire dans le Sud, au petit nombre de ses grosses agglomérations et à la dispersion de sa population rurale. En revanche, les planteurs avaient les moyens d'envoyer leurs enfants dans les collèges réservés au gratin de leur société<sup>13</sup>.

La dichotomie intellectuelle entre la masse du peuple sudiste et ses élites explique l'aisance avec laquelle les seconds firent avaler des couleuvres à de braves gens qui ne possédaient pas de main-d'œuvre noire, qui n'avaient pas les moyens d'en acquérir et surtout qui ne comprenaient pas les véritables enjeux du conflit avec le Nord. Il fallut la promulgation de la loi qui exemptait de la conscription les propriétaires d'au moins vingt esclaves (nous en reparlerons plus loin) pour que le peuple sudiste réalise, « *mais un peu tard, que le flatteur vit toujours aux dépens de celui qui l'écoute.* »

Avant la guerre, les exigences des dirigeants sudistes en matière de nationalité visaient avant tout à réduire le nombre d'électeurs qui ne souscrivaient pas à leur « institution particulière ». La Virginie, l'Alabama et la Caroline du Nord avaient édicté un code électoral qui n'accordait le droit de vote qu'à ceux qui habitaient l'Etat depuis au moins 21 ans, une façon astucieuse de s'assurer de la « pureté idéologique » de leurs concepts sociaux et raciaux avant de les admettre dans la société esclavagiste. En novembre 1861, alors que les hostilités venaient de débiter, les meneurs confédérés formèrent une commission pour envisager une révision de leur récente Constitution, qui limiterait le nombre de personnes éligibles par la population et dénierait le droit de voter à la plèbe des villes et des campagnes. Le porte-parole de cette commission partait du principe « *qu'accorder le droit de vote à des personnes qui ne paient aucune taxe serait une violation d'un des principes fondamentaux des libertés américaines.* » Dans le Nord, un tel projet de loi aurait enflammé l'opposition au Parlement et provoqué des émeutes. Les minutes des interpellations au Congrès fédéral durant la guerre démontrent que les députés nordistes n'auraient jamais transigé sur le principe « un homme, une voix », qui était inscrit dans la Constitution des Etats-Unis depuis leur indépendance.

Après moult discussions entre ses délégués conservateurs de l'Est et leurs confrères plus progressistes de l'Ouest, la commission n'osa pas toucher au droit de vote des Sudistes blancs de souche ou naturalisés. En revanche, elle diminua le nombre de

---

<sup>11</sup> Spratt, *Slave Trade in the Southern Congress*, pp. 413, 415 ; *Southern Christian Advocate*, 12 mai 1864 ; Takaki, *A Pro-slavery Crusade ; the Agitation to Reopen the African Slave Trade*, passim ; Williams, *Southern Movement to Reopen the African Slave Trade, 1854-1860*, passim ; Fornell, *Agitation in Texas for Reopening the Slave Trade*, passim.

<sup>12</sup> « Editor's Table », *Southern Literary Messenger*, vol. 38, mai 1864, p. 315.

<sup>13</sup> Soltow & Stevens, *Rise of Literacy and the Common School in the United States : A Socioeconomic Analysis to 1870*.

parlementaires élus directement par la population et décida que la nomination des membres du pouvoir judiciaire ne ressortirait plus à un vote populaire. D'après les procès-verbaux de leurs réunions, cette décision ne visait pas à libérer le corps judiciaire de l'empreinte de ses électeurs, mais à choisir des juges qui souscriraient aux concepts économiques, sociaux et racistes des barons du coton. L'un des membres de cette commission d'ultras avait eu tout de même l'intelligence de faire remarquer à ses confrères qu'il n'était pas très sage de supprimer le droit de vote à des gens que le gouvernement pressait de se rengager dans l'armée à l'issue de leurs douze mois de services. Ce détail caustique nous livre la démesure de la rage discriminatoire de la minorité dominante sudiste<sup>14</sup>.

Les pénuries alimentaires dans la Confédération contribuèrent à son écrasement autant que ses carences en hommes et en matériel militaire car elles minèrent sa majorité silencieuse, celle qui était exclue du « pré carré » de la ploutocratie cotonnière. « *Avant la première moitié de 1861,* » écrit Charles W. Ramsdell, « *l'ensemble de la population sudiste, avec de rares exceptions, sombra rapidement dans la plus extrême pauvreté et eut à endurer de terribles privations. Cette situation s'imposa en dépit de l'abondance dont bénéficia leur économie pendant les dix ans qui précédèrent l'élection de Lincoln. Le peuple sudiste ne souffrit pas seulement dans les régions dévastées par les armées ennemies, mais également dans les régions qui ne virent pas un soldat ennemi avant la fin de la guerre*<sup>15</sup>. »

Les *Poor Whites* du Sud furent confrontés à la raréfaction presque immédiate de la plupart des objets usuels de la vie courante et à l'incapacité matérielle de faire circuler ceux que l'on trouvait encore en certains points de leur territoire. Personne n'y échappait, les nantis autant que les familles modestes. En revanche, les restrictions qui titillaient les premiers étaient rarement du même ordre que celles qui broyaient les seconds. Les interventions physiques et épistolaires des femmes sudistes ordinaires pendant la guerre marquèrent clairement et rapidement leur aversion pour un conflit qui ne concernait que la minorité dirigeante. En revanche, les journaux intimes de riches ladies sudistes recèlent d'étonnantes considérations sur l'abominable dilemme auquel la guerre les confrontait : comment maintenir son rang dans la société<sup>16</sup> ?

Mary Chesnut, l'une des plus célèbres pécores de Richmond, faisait partie du premier cercle des intimes de la présidence. Elle écrivit qu'une de ses amies répétait qu'il fallait « *se rendre au marché avec un sac plein de billets pour ramener des provisions dans son porte-monnaie.* » Il fallut un an de privations dans la population pour qu'elle réalise, et avec effroi, que les gens remplaçaient les grains de leur café par du seigle. Elle comprit aussi qu'elle se trouverait peut-être dans l'obligation de réduire l'opulence de ses menus lors de ses réceptions et de restreindre ses doses quotidiennes de laudanum, un opiacé dont elle abusait quotidiennement pour surmonter ses problèmes de gestion de personnel<sup>17</sup>.

A la fin de la première année de guerre, le consul Paul constate que la disette frappe déjà les Etats sécessionnistes et que le prix des marchandises basiques s'est envolé de 200 %. Le 20 mai 1863, il écrit à Edouard Drouyn de Lhuys, son ministre de tutelle, que les biens de première nécessité grimpent à 2 000 % de leur coût originel : « *Le prix des*

---

<sup>14</sup> Faust, *Confederate Nationalism*, pp. 36-40 ; Robinson, *Justice in Grey*, pp. 178-81 ; Lee, *The Confederate Constitutions*, passim ; Johnson, *Toward a Patriarcal Republic*, p. 143 ; *Conservative Constitutional Tendencies*, in « Journal of the Convention of Alabama », p. 178.

<sup>15</sup> Ramsdell, *Behind the Lines in the Southern Confederacy*, p. 2.

<sup>16</sup> Wright-Wigfall, *Southern Girl in 1861* ; Chesnut, *Diary from Dixie* ; Cary-Harrison, *Recollections Grave and Gay* ; Brock-Putnam, *Richmond during the War* ; Lyle-Saxon, *A Southern War Times Reminiscences*.

<sup>17</sup> Chesnut, *Diary from Dixie*, pp. 187, 255-57, 288, 364, 366-68.

*denrées est tellement exorbitant qu'il est devenu difficile, même au riche d'autrefois ou à celui d'hier, de se procurer le strict nécessaire pour la nourriture la plus simple. Cette vie n'est plus tenable dans le Sud*<sup>18</sup>. »

En octobre 1862, le *Weekly Courier* de Rome (Géorgie) avait carrément affiché « *il n'y a qu'une façon de baisser le coût de la vie, c'est en forçant les gens riches et les puissants à se contenter du rigide mode de vie auquel s'astreignent les pauvres.* » En dépit de son ton racoleur ou populiste, cette tirade et les réflexions de la prétentieuse Mary Chesnut ont au moins l'intérêt de nous démontrer qu'un an après le début des hostilités, les déshérités commençaient à supporter de moins en moins bien l'outrecuidance et l'égoïsme de leur belliqueuse *gentry*.

Le 1<sup>er</sup> juin 1861, un article du *Mercury* de Charleston avait affirmé que « *la Confédération avait la capacité de manufacturer tout le textile qui lui était nécessaire.* » Son opinion reflétait les certitudes de la population sudiste à qui ses va-t-en-guerre avaient promis une guerre brève qui se conclurait forcément par la victoire de ses preux chevaliers. Après celle-ci, leurs Etats reprendraient leurs échanges commerciaux avec le Nord et s'y procureraient à nouveau ce que les grands planteurs dédaignaient de produire. En vérité, la situation évolua très différemment et très vite. L'énergique réaction de Lincoln, en termes de mobilisation militaire, força la Confédération à se focaliser sur les besoins de ses armées sans se préoccuper des problèmes domestiques de sa population.

Afin de mieux cerner les vides de l'économie confédérée, il faut savoir qu'avant la guerre, les Etats rebelles importaient leurs produits finis du Nord et de l'étranger. L'absurdité de cette économie axée essentiellement sur les intérêts des barons du coton se démontre par un seul exemple, mais il est de taille. Dans ces régions cotonnières, il n'existait aucune filature capable d'usiner du prêt à porter à grande échelle et de qualité, ce qui n'était pas le cas dans le Nord. Seules quelques entreprises mineures confectionnaient de grossiers vêtements pour les esclaves et le prolétariat des cités. Dans les zones rurales sudistes, les vêtements étaient le plus souvent tissés et cousus par les mères, les épouses et les soeurs. Le secteur industriel avait tenu peu de place dans l'économie esclavagiste d'avant-guerre en dépit de quelques initiatives peu encouragées voire méprisées par les grands planteurs qui constituaient la majeure partie du corps politique sudiste et n'avaient pas envie d'investir dans un créneau moins rentable que le coton.

Dans leur ouvrage *A Deplorable Scarcity : Failure of Industrialization in Slave Economy* (University of North Carolina, 1981) Fred Bateman et Thomas Weiss analysent les carences de l'économie sudiste à la veille de la guerre et leurs conséquences pendant celle-ci. Les deux auteurs prouvent aisément que ce n'est ni le manque de capitaux, ni le retard technologique accumulé au fil des années, ni le problème de l'esclavage qui freinèrent le développement des futurs Etats confédérés. Leur grande faiblesse industrielle résidait dans l'entêtement des grands propriétaires esclavagistes à refuser l'implantation d'un parc industriel dont les investisseurs saperaient tôt ou tard leur pouvoir politique. Le livre de Fred Bateman et de Thomas Weiss ainsi que le *Political Economy of the Cotton South* de Gavin Wright resteront longtemps encore les plus subtils décrypteurs des tares de l'économie presque féodale des seigneurs du coton.

Au cours de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et jusqu'en 1860, le Sud stagnait dans une économie étriquée en dépit de ses colossales exportations de coton, qui ne profitaient qu'aux planteurs. Or, ceux-ci ne réinjectaient qu'une infime partie de leurs bénéfices dans le marché intérieur. En revanche, le Nord s'était résolument orienté vers

---

<sup>18</sup> Sainlaude, *Alfred Paul, un diplomate français*, pp. 75-76.

le capitalisme et les grandes entreprises. Dans les nombreux ouvrages économiques relatifs à cette croissance à deux vitesses, leurs auteurs recourent aux archives des Etats pour démontrer que le lobby esclavagiste et ses députés locaux inhibèrent sciemment leurs marchés intérieurs afin de décourager la prolifération d'une main-d'œuvre extérieure, donc non servile, qui aurait progressivement sapé le fonctionnement de la société esclavagiste. En outre, beaucoup de propriétaires terriens se murèrent dans une sorte d'autarcie qui ne les contraignait pas à recourir aux nouvelles compagnies qui fleurissaient dans le Nord. En 1860, l'économie sudiste avait tout de même évolué, quoique l'essor de ses compagnies ferroviaires fût largement inférieur à celui du Nord dans un domaine aussi vital pour la circulation des biens et des personnes<sup>19</sup>.

Dans son ouvrage *De la Démocratie aux Etats-Unis*, rédigé plus d'une décennie avant la guerre, Alexis de Tocqueville écrivit que si le Nord et le Sud devaient un jour s'affronter, l'oligarchie sudiste pourrait remporter la victoire à condition de la remporter avant que puisse se mettre en route l'irrépressible rouleau compresseur de la démocratie nordiste. Observons au passage que Tocqueville fut l'un des premiers observateurs à user du terme « oligarchie » pour désigner les prédateurs du Sud des Etats-Unis.

Durant la guerre, des villes comme Lynchburg (Virginie), Wilmington et Fayetteville (Caroline du Nord), Spartanburg et Columbus (Caroline du Sud), Augusta, Macon, Atlanta et Columbus (Géorgie), Montgomery et Selma (Alabama), Columbus (Mississippi), Shreveport (Louisiane), Houston et San Antonio (Texas) développèrent des zones industrielles créées de toutes pièces. Quoique parfois confus dans ses rapports avec l'espace et les événements, le *Confederate Industry* de Harold S. Wilson (University of Mississippi Press, 2002), dépeint avec une minutie absolue, parfois trop pointue pour le lecteur ordinaire, les tentatives du gouvernement confédéré d'alléger son assujettissement aux forceurs de blocus pour vêtir et chausser ses troupes. Cet ouvrage ressortit aux problèmes sociaux de la Confédération car la plupart de ses tanneries et filatures nouvellement créées auraient préféré vendre leurs marchandises dans les grands circuits commerciaux plutôt que de les brader aux prix imposés par Richmond pour la confection d'uniformes. Dans leur cas, le chantage exercé par le ministère de la Guerre consistait à menacer le patron d'une entreprise d'incorporer de force son personnel dans l'armée s'il refusait de travailler pour celle-ci<sup>20</sup>.

Laminé par le conflit, le prolétariat sudiste se contenta de succédanés, les seuls créneaux commerciaux encore rentables pour l'entreprise privée. Dans son *Ersatz in the Confederacy* (1952), Mary E. Massey répertorie les trucs utilisés par les Sudistes pour pallier leurs pénuries dans tous les domaines, nous en reparlerons plus loin. L'incapacité des entreprises sudistes à prendre de l'essor, en dépit de la demande croissante d'une population privée de tout, résultait principalement de leur manque de matières premières (minéraux, composants chimiques, etc), de l'impossibilité d'acquérir un outillage industriel plus performant et aussi de la raréfaction de la main-d'œuvre qualifiée. Soit celle-ci avait été incorporée dans l'armée, soit elle avait regagné le Nord après l'agression sudiste sur Fort Sumter.

La disette dont souffrit le petit peuple confédéré résultait également de l'inadéquation des voies et moyens de communications. En 1860, l'infrastructure routière sudiste ne répondait qu'à des besoins locaux qui ne s'inscrivaient pas dans la

---

<sup>19</sup> Quelques ouvrages à recommander sur ce sujet : E. Genovese, *Fruits of Merchant Capital : Slavery and Bourgeois Property in the Rise and Expansion of Capitalism* ; S. Hahn, *The Roots of Southern Populism : Yeoman Farmers* ; J. Oakes, *The Politics of Economic Development in the Antebellum South*, in « Journal of Interdisciplinary History, vol. XV, 1984 ; M. Egnal, *Clash of Extremes : Economic Origins of the Civil War* ; D.E. Fehrenbacher, *The Slaveholding Republic* ; D.G. Faust, *The Ideology of Slavery 1830-1860*.

<sup>20</sup> Wilson, *Confederate Industry*, pp. 43-45, 52-54, 59-63, 166-67, 248.

grande circulation des biens et des personnes. D'ordinaire, ceux-ci étaient acheminés par les voies les plus rapides, en l'occurrence les multiples cours d'eau navigables pour les longs trajets ou les chemins de fer pour les distances intermédiaires. Nous savons que les troupes fédérales contrôlèrent progressivement les principales voies fluviales et que celles qui restaient entre les mains des Confédérés ne desservaient pas forcément les plaques tournantes de la distribution de leurs marchandises.

Quant au réseau ferroviaire sudiste, on pourrait le qualifier de surréaliste ou de kafkaïen. Ses dysfonctionnements et son extrême lenteur procédaient de deux anomalies. Par rapport aux voies ferrées nordistes, qui progressaient d'Est en Ouest et couvraient la plupart des Etats au nord de la *Mason-Dixon Line*, celles du Sud étaient axées du Nord au Sud parce qu'elles visaient avant tout à acheminer rapidement le coton de l'hinterland vers les côtes. Les principaux actionnaires de ces compagnies étaient évidemment les planteurs de coton. En outre et pour des raisons évidentes, beaucoup de celles-ci utilisaient des rails dont l'écartement ne correspondait pas à celui d'une compagnie concurrente. Par exemple, il était impossible d'expédier des marchandises de Virginie en Louisiane sans être obligé de les débarquer et de les rembarquer à chaque changement d'une ligne privée à une autre. En revanche, les compagnies ferroviaires nordistes avaient depuis longtemps dépassé cette étroitesse d'esprit parce qu'elles comprirent que la standardisation des voies ferrées profiterait à toutes les entreprises. C'est grâce à cette standardisation qu'en novembre 1863, les Fédéraux acheminèrent 25 000 hommes et 10 batteries d'artillerie en seulement 11 jours depuis Washington D.C. jusqu'à Chattanooga (Tennessee). Voir notre article *Les chemins de fer confédérés*, sur ce site.

Le nombrilisme des acteurs politiques et des affairistes sudistes (souvent les mêmes) avait donc concouru à geler le développement de leurs communications internes. Ces inconvénients s'aggravèrent lorsque leur armée saisit les principaux réseaux, ne concédant au commerce et aux civils que les lignes secondaires, généralement aléatoires et mal entretenues faute d'outillage et de main-d'œuvre compétente. En octobre 1861, déjà, un journal de Richmond (Virginie) signale que plusieurs centaines de wagons, provenant de différentes régions et chargés de dons publics pour l'armée, « attendaient le bon vouloir de quelques compagnies ferroviaires » pour être autorisés à circuler. Charles Ramsdell note également que les spéculateurs et les riches planteurs savaient à qui « graisser la patte » pour obtenir le transport de leurs marchandises tandis que, dans un dépôt ou sur une voie de garage, pourrissaient le grain et les denrées alimentaires attendues par la population des bourgs, des villes et même de villages<sup>21</sup>. Sevrées de leurs techniciens d'origine nordiste, les lignes télégraphiques souffrirent des mêmes carences en matériaux, en matériel et en personnel qualifié. Même si elle en avait eu les moyens, l'entreprise privée sudiste pouvait difficilement toucher une clientèle située au-delà de son périmètre d'exploitation.

Ce désordre économique engendra immédiatement le chancre de toutes les pénuries : la spéculation. Quelques grosses fortunes (pas seulement les grands planteurs) comprirent tout de suite le parti qu'elles pourraient tirer des pénuries et elles entreprirent de stocker des céréales, du sel, de la viande séchée et une pléthore d'objets usuels qu'introduisaient les forceurs de blocus et que des intermédiaires locaux revendaient à prix d'or dans la Confédération. Les carences sudistes dans le domaine alimentaire bouleversèrent la vie quotidienne des civils au point de souvent faire passer les nouvelles du front au second plan dans leurs conversations et leurs préoccupations immédiates. Pour neutraliser cette flambée des prix sur les produits fermiers, les gouverneurs sudistes furent les seuls à prendre des mesures coercitives. En 1864, le

---

<sup>21</sup> Ramsdell, *Behind the Lines*, pp. 16-17, 50-51.

Sénat confédéré examina à deux reprises un projet de loi visant à réguler le marché des fruits, légumes et céréales puis le rejeta sous prétexte qu'une telle législation découragerait les producteurs des biens de consommation indispensables. Nous verrons plus loin que cette façon de refiler « la patate chaude » aux gouverneurs de ses Etats n'empêcha pas Richmond de fixer des tarifs arbitraires pour le ravitaillement de ses troupes. La lutte des gouverneurs sudistes contre la hausse fictive des prix se traduisit par une pléthore de lois et de démarches particulières à chaque Etat. Nous n'en retiendrons donc que les grandes lignes<sup>22</sup>.

Le 11 novembre 1861, la Chambre des représentants de l'Alabama avait déjà voté une loi qui menaçait d'emprisonnement toute personne convaincue d'avoir acheté et stocké des vivres dans l'intention de spéculer. Cette sanction devait évidemment s'accompagner de la saisie de leurs marchandises. Quelques semaines plus tard, la Floride, le Mississippi et la Géorgie approuvèrent un texte de loi identique. Dans la pratique, ces mesures eurent peu d'effets. D'abord parce qu'il fut impossible de fixer les critères qui définiraient le concept de « prix normal ». Ensuite, parce que les planteurs et les spéculateurs avaient trop d'amis politiques pour se retrouver sous les verrous. En juin 1862, le gouverneur de la Floride informa l'administration de Davis que des planteurs et des magouilleurs sudistes s'étaient associés à des affairistes cubains pour vendre au prix fort, dans la Confédération, des marchandises qu'ils avaient acquises pour une bouchée de pain à New York. De son côté, le ministre de la Guerre découvrit que maints trafiquants issus de la haute société sudiste monnayaient, à coups de vertigineux dessous-de-table, l'obtention de passeports pour placer leurs plantureux bénéficiaires à Cuba et aux Bahamas<sup>23</sup>.

L'*Enquirer* de Richmond accusa notamment l'un de ces gentlemen d'avoir entreposé 700 tonneaux de farine en attendant que sa cote monte, et un autre de ses semblables d'avoir couvert un wharf de Charleston avec des marchandises qu'il entendait stocker pour la même raison. Déjà en juillet 1862, l'*Examiner* de Richmond dénonça la cupidité de la gentry : « *Le Sud tout entier pue l'extorsion !* » Le même mois, d'autres quotidiens lui emboîtèrent le pas, et notamment le *Weekly Courier* de Rome : « *Comment est-il possible que le planteur sudiste, le symbole de la noblesse, puisse entendre les récits des batailles et lire les héroïques faits d'armes de ses concitoyens et, en même temps, leur tourner le dos pour se réfugier dans le confort et extorquer son gouvernement et ses concitoyens sur le coût de l'alimentation*<sup>24</sup> ? »

Les articles dans la presse et le venin des familles sudistes de haut parage désignèrent rapidement les étrangers et surtout les Juifs, même ceux qui étaient nés dans le Sud, comme les principaux acteurs de la spéculation. Henry Foote, le plus antisémite des grandes figures confédérées, écrivit dans le *Richmond Examiner* du 20 décembre 1862 : « *Alors que la conscription force beaucoup des nôtres à abandonner leur foyer (...) des milliers de Juifs vont et viennent en toute liberté. Ils refusent leur allégeance au pays dans lequel certains sont nés et qu'ils prétendent avoir adopté. Ils fondent sur la ville comme des vautours et des oiseaux de proie. Il suffit de marcher dans les rues et parmi les commerces de Richmond pour avoir une idée du grand nombre d'Israélites en notre sein. Des Juifs grasseyent toutes les salles de vente.* » Foote n'était pas le

---

<sup>22</sup> Ramsdell, *Behind the Lines*, pp. 20-23 ; Faust, *Confederate Nationalism*, pp. 44-47, 49-51 ; Coulter, *Confederate States of America*, p. 234 ; Wallenstein, *From Slave South to New South : Public Policy in 19<sup>th</sup> Century*, p. 113 ; McCurry, *Confederate Reckoning*, pp. 168-69, 116-17, 123, 132-33, 182-83, 188, 190 ; Escott, *After Secession*, pp. 122-25, 139, 146-48, 159 ; Yearns, *Confederate Congress*, pp. 18, 72, 130, 133, 151, 200, 208, 213.

<sup>23</sup> Ramsdell, *Behind the Lines*, pp. 20-22.

<sup>24</sup> Escott, *After Secession*, pp. 122-24 ; Ramsdell, *Behind the Lines in the Southern Confederacy*, pp. 36-39 ; *Official Records of the War of Rebellion (O.R.)* S. 1, vol. 3, pp. 23-24, 875-80, S. 4, vol. 1, pp. 697-711, 1173 ; vol. 2, pp. 85-86 ; Faust, *Confederate Nationalism*, pp. 49-51.

seul à proférer des propos antisémites. « *Qui sont nos capitalistes à l'heure actuelle ?* » vocifère le *Southern Punch* du 17 octobre 1863, « *Le crasseux camelot juif qui, il y a un an ou deux, n'avait qu'un sac sur le dos (...), circule maintenant avec des airs de millionnaires.* » Dans sa diatribe discriminatoire, Foote recommanda même aux autorités civiles de Richmond d'interdire aux Israélites de s'approcher à moins de 20 kilomètres de la capitale. Le sénateur Robert Hilton appartenait à la même chorale antisémite : « *Ils se propagent comme des sauterelles, ils absorbent la substance de la nation, la vident de ses réserves, monopolisent tous les profits et fondent comme des vautours sur tout ce qui rapporte.* » Drew Faust observe narquoisement que, selon les journaux sudistes, les affameurs étaient forcément juifs, étrangers ou yankees car les « *vrais fils du Sud étaient incapables de se commettre dans de telles vilénies*<sup>25</sup>. »

Par nécessité, les Sudistes recoururent à ce que l'on appelle l'ersatz. Peu à peu puis systématiquement, chaque journal publia des articles proposant des recettes nouvelles pour s'adapter aux circonstances. Pendant cette guerre, les femmes sudistes firent preuve d'une ingéniosité incroyable pour remplacer les trois-quarts des ingrédients qui étaient banals avant le conflit. Quand la viande vint à manquer et que son prix excéda les moyens des citoyens ordinaires, certains s'orientèrent vers la pêche. Au début, le matériel était suffisant, mais l'entreprise devint vite frustrante lorsque les cannes, les lignes et les hameçons se raréfièrent. Un contemporain des événements explique avec humour que la cuisson des œufs faisait l'objet d'une centaine de recettes. Il restait évidemment la chasse, comme au temps des pionniers, mais encore fallait-il disposer d'armes, de poudre et de projectiles. Les expédients culinaires des citoyens consistaient généralement en rats, grenouilles, chats et chiens tandis que les déshérités se contentaient de substituts encore moins onéreux comme les limaces grillées, les serpents, les corbeaux, les nids d'oiseaux, les sauterelles et autres pitances peu ragoûtantes. Après la raréfaction du café et de la viande, c'est celle du sucre qui sensibilisa le plus la population. La Louisiane occidentale produisait beaucoup de sucre de canne, mais elle cessa d'être accessible après la chute de Vicksburg en juillet 1863. A l'est du Mississippi, les Confédérés se contentaient de sorgho, de miel et de figues.

Pour remplacer le beurre, les femmes broyaient des grains de tournesol jusqu'à l'obtention d'une huile consistante. Au début de la guerre, la seule farine disponible était sombre et grossière, mais même celle-là disparut rapidement des marchés. Peu à peu, les gens lui substituèrent la farine de riz ou de mil. Comme les vraies épices coûtaient des fortunes parce qu'elles provenaient des forceurs de blocus, les ménagères se contentèrent de fruits sauvages. Comme le vinaigre était difficile à trouver, les gazettes locales publiaient des recettes de substitution faisant intervenir des mûres, de l'eau et de la mélasse, cette mixture était ensuite exposée au soleil pendant deux semaines. Confrontées à la pénurie de légumes, les populations urbaines s'employèrent à transformer la moindre parcelle de terre en jardin potager. Le clerc John B. Jones relate comment il cultivait des légumes dans deux demi-tonneaux remplis de terreau, qu'il rentrait dans son logement lorsque le temps se gâtait<sup>26</sup>.

Les pénuries vivrières dans la Confédération résultèrent autant du manque de bras dans les champs que de la difficulté à conserver les denrées périssables. Si les Etats nordistes s'étaient déjà initiés - et avec succès - au procédé de mise en boîte de certains aliments, le Sud s'en tenait encore aux vieilles techniques de salaison, qui dépendaient de l'importation de pains de sel en provenance du Nord. Avant la guerre, leur coût était à ce point dérisoire que l'exploitation de salines n'intéressait ni les financiers du Sud ni

---

<sup>25</sup> Evans, *Judah Benjamin*, p. 149 ; Ezekiel & Lichtenstein, *History of the Jews of Richmond*, p. 167.

<sup>26</sup> Jones, *A Rebel War-Clerk's Diary*, p. 135.

ses propriétaires terriens. Cette substance, qui se raréfia du jour au lendemain, grimpa très vite dans la hiérarchie des articles les plus convoités. Les Sudistes utilisèrent toutes les méthodes connues pour extraire du sel, notamment en faisant évaporer l'eau de mer dans de larges bassines. Dans le même temps, Richmond et les gouverneurs offrirent des primes à tous ceux qui découvrirait de nouveaux sites exploitables. Les résultats furent décevants en dépit de l'ouverture de petites salines au Texas, en Alabama et en Louisiane. Dès sa sécession, la convention de Caroline du Nord désigna un fonctionnaire pour superviser et intensifier l'extraction de sel à Morehead City, près de sa côte atlantique, une saline que l'armée fédérale neutralisa rapidement. Le gouverneur Zeb Vance en ouvrit une nouvelle près de Wilmington, qui maintint son activité pendant deux ans malgré des épidémies locales de fièvre jaune. Dès 1861, les gouverneurs de Géorgie et de l'Alabama interdirent à leurs salines de vendre leur produit aux autres Etats et réquisitionnèrent, à des prix inférieurs à celui du marché, tout le sel extrait sur leur territoire. Ils justifiaient leur action en déclarant qu'ils agissaient dans l'intérêt public car les propriétaires de ce sel étaient des vils spéculateurs. C'était d'autant moins faux que le gouverneur Brown, par exemple, fit paraître l'annonce suivante dans le *Weekly Courier* de son Etat : « *Le gouverneur a envoyé un lot de sel à Rome. Il sera réservé aux épouses et aux veuves de soldats, qui se trouvent en difficulté. Elles pourront s'en procurer à 2,5 \$ le boisseau à raison d'un demi-boisseau par famille*<sup>27</sup>. »

En Virginie orientale, Saltville était la principale saline de la Confédération. Sa production quotidienne dépassa les 7 000 boisseaux (environ 70 000 litres) avant la fin de l'année 1862, bien assez pour la Virginie, mais beaucoup trop peu pour satisfaire les besoins des autres Etats rebelles dans ce domaine. L'Alabama, la Géorgie et la Caroline du Nord négocièrent des contrats avec la Virginie pour exploiter de nouvelles salines à Saltville, mais dans des conditions financières qui laissaient la part du lion aux autorités locales. En dépit de plusieurs tentatives de l'armée fédérale de détruire Saltville, celle-ci resta aux mains des Confédérés jusqu'en 1864. Dès la fin de 1861 déjà, la flambée des cotations du sel contraignit beaucoup d'éleveurs à y renoncer pour conserver leur viande, accélérant ainsi son processus de raréfaction. Par exemple, le 2 mai 1861 à Savannah, le sac de 100 kg de sel se négociait à 0,65 \$, et en octobre de la même année, au même endroit, la même quantité de sel était passée à 7 ou 8 \$. Le mois suivant, son prix sortit définitivement des normes dans le Sud<sup>28</sup>.

Les sénateurs et députés sudistes étaient censés connaître les capacités économiques de leur Etat puisque celles-ci faisaient l'objet d'un rapport annuel à son gouverneur. Même sans avoir consulté les résultats du recensement de 1860, les politiciens confédérés ne pouvaient décemment pas ignorer qu'au cours des dix dernières années, les futurs Etats sécessionnistes avaient proportionnellement consommé plus de porcs que les autres Etats (15 530 558 dans les 14 Etats esclavagistes et 17 024 709 dans le reste des Etats-Unis). Ils devaient aussi savoir que cette viande exigeait une salaison immédiate pour éviter de générer de graves maladies<sup>29</sup>. En revanche, on pourrait se demander si les politiciens nordistes connaissaient mieux l'économie des Etats qu'ils représentaient. Dans leur cas, c'était de moindre importance car ceux-ci jouissaient de ressources beaucoup plus diversifiées et ne manquaient de rien, sauf de coton, ce qui n'était pas vital pour leur économie interne. En outre, la classe politique nordiste n'avait pas à se poser la question puisqu'elle n'envisageait pas la guerre. Ce sont

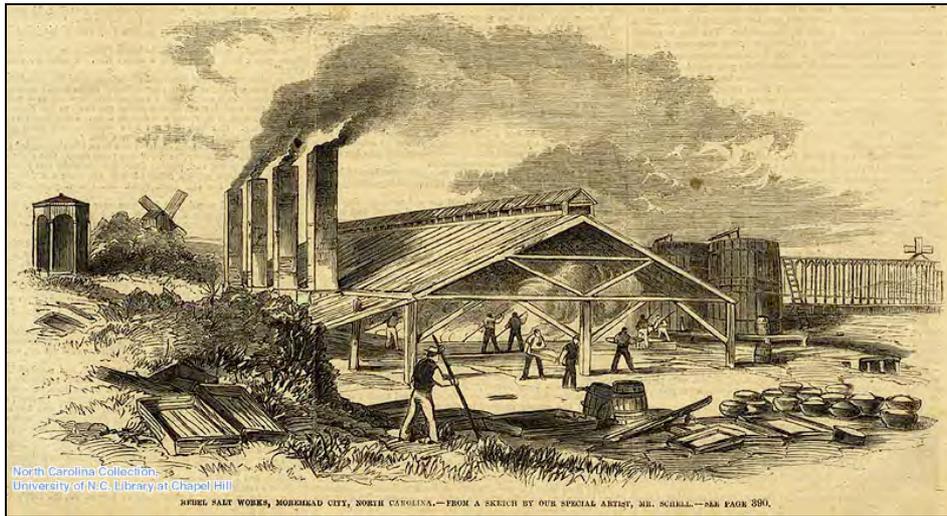
---

<sup>27</sup> Lonon, *Salt as a factor in the Confederacy*, pp. 36-37, 41-44, 78, 80-82 ; Ramsdell, *Behind the Lines*, pp. 19-20 ; Escott, *After Secession*, pp. 160-62 ; Hill, *Joseph Brown and the Confederacy*, pp. 113-15 ; *O.R. S. 1*, vol. LI-2, pp. 1030, 1033, 1045, 1047 ; *S. 4*, vol. VIII-1, p. 708 ; Schwab, *Confederate States of America*, pp. 267-68.

<sup>28</sup> Lonon, *Salt as a factor in the Confederacy*, passim ; Ramsdell, *Behind the Lines*, pp. 19, 68-71 ; *O.R. S. 1*, vol. XXVII-3, pp. 889 ; vol. XLVI-2, pp. 1221-22.

<sup>29</sup> Long, *Economics of War in The Civil War Day by Day*, p. 721.

indéniablement les Confédérés qui ouvrirent les hostilités en bombardant le territoire nordiste, en l'occurrence Fort Sumter qui se trouvait sur une île que la Caroline du Sud avait vendue en bonne et due forme au gouvernement fédéral en novembre 1841.



North Carolina Collection,  
University of N.C. Library at Chapel Hill

SALT WORKS, MOREHEAD CITY, NORTH CAROLINA.—FROM A SKETCH BY OUR SPECIAL ARTIST, MR. SCHALL.—SEE PAGE 380.

**Saline de Morehead City, en Caroline du Nord. (University of North Carolina Collection)**



**Photo d'un bassin saloir utilisé à Saltville, Virginie. ([www.flickr.com/photos/jstephenconn/2999584822/](http://www.flickr.com/photos/jstephenconn/2999584822/))  
Esclave touillant le sel dans ce type de bassin. (Harper's Weekly)**

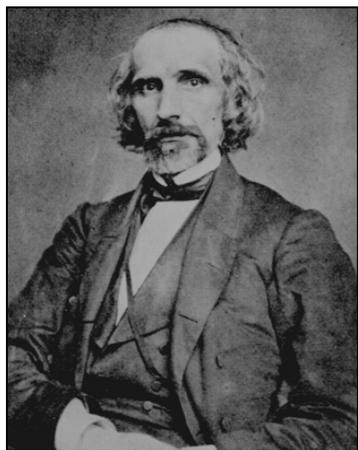


**Intérieur d'une saline confédérée à Saltville, Virginie. (Harper's Weekly)**

Dans le chapitre IV (*Soldier's Wives and the Politics of Subsistence*) de son *Confederate Reckoning*, Stephanie McCurry développe l'importance grandissante des femmes des *Poor Whites* et leurs réactions parfois virulentes pendant la guerre. Pour ce livre, qui s'écarte de considérations militaires et stratégiques, l'auteur a consulté des milliers de lettres adressées par des femmes au gouverneur de leur Etat et au ministre de la Guerre. La majeure partie des 173 notes des chapitres IV et V concerne des plaintes et des requêtes signées et datées par plusieurs milliers de ces femmes. D'après l'auteur, la majorité de celles-ci exprime leur colère vis-à-vis de la scandaleuse loi du 1<sup>er</sup> juillet 1862 qui dispensait du service armé les propriétaires d'au moins vingt esclaves<sup>30</sup>.

Dans *After Secession*, Paul D. Escott s'est attardé sur la maladresse et les conséquences sociales de cette loi qui favorisait incontestablement les nantis, en l'occurrence les géniteurs de cette guerre : « *Les hésitations du Congrès et sa réponse minimaliste à la controverse à propos de l'exemption de ceux qui possédaient ou dirigeaient au moins vingt esclaves, s'inscrit assez typiquement dans l'incapacité du gouvernement central à traiter et à résoudre le problème. Quoique le gouvernement modifiât partiellement cette loi, il ne mesura pas l'étendue réelle du problème. Cet échec, Davis et son administration en portèrent la responsabilité car le Congrès attendait des initiatives et des propositions de leur part durant cette crise. Mais Davis et son gouvernement semblèrent peu enclins à secourir leur peuple avec autant d'énergie que celle avec laquelle ils poursuivirent la guerre*<sup>31</sup>. »

En janvier 1863, sensibilisé par le bouillonnement que cette loi suscitait au sein des démunis et de l'armée, le ministre de la Guerre James E. Seddon suggéra à Davis de compenser l'injustice contenue dans ladite loi en autorisant les petits agriculteurs à quitter l'armée le temps de la moisson. Il est impossible de connaître le fond de sa pensée, peut-être était-ce un investissement sur le futur immédiat. L'application de sa proposition aurait vraisemblablement réduit le nombre des déserteurs qui quittèrent définitivement les rangs pour éviter à leur famille de mourir de faim. Fidèle à lui-même et à sa myopie politique, le président confédéré rejeta ladite proposition. « *Le refus du Président d'accorder des congés militaires aux petits agriculteurs qui ne pratiquaient pas l'esclavage et dont dépendaient des familles nombreuses,* » note Bell I. Wiley « *et son incapacité à faire adopter des mesures énergiques contre les spéculateurs furent deux de ses plus grandes erreurs*<sup>32</sup>. »



**James A. Seddon, ministre de la Guerre, de 1862 à 1865. Bâtiment des Douanes de Richmond, situé au 1000 E. Main Street. Il fut affecté au département de la Guerre. (National Archives)**

<sup>30</sup> O.R. S. 1, vol. 17-pt. 2, pp. 788-92; Escott, *After Secession*, pp. 120-22; Ramsdell, *Behind the Lines*, pp. 33-34.

<sup>31</sup> Escott, *After Secession*, pp. 145-46.

<sup>32</sup> Ramsdell, *Behind the Lines*, pp. 52-57 ; Wiley, *The Plain People of the Confederacy*, p. 69 ; O.R. S. 4, vol. 11, pp. 287-88.

TO BE GIVEN BY PERSONS CLAIMING EXEMPTION UNDER THE 9th CLAUSE OF THE 4th ARTICLE, 10th SECTION OF THE ACT OF CONGRESS, APPROVED FEBRUARY 17, 1864.

## THE CONFEDERATE STATES OF AMERICA:

State of Georgia

KNOW ALL MEN BY THESE PRESENTS, THAT We, Lyngan B. Rees of Columbia County, in the said State, James B. Neal County of Columbia County, and John E. Smith County of Columbia County, in the said State, are held and firmly bound unto the Confederate States of America, in the penal sum of Ten Thousand Dollars to be paid to the said Confederate States of America; for which payment well and truly to be made and done, we bind ourselves, and each of us, our heirs, executors and administrators, jointly and severally, firmly by these presents.

Sealed with our seals and dated this May day of May in the year of our Lord one thousand eight hundred and sixty four

Whereas, the above bound L. B. Rees has applied for the exemption of himself as a Thompson Agent under the fourth article of the tenth section of the Act of Congress, approved 17th February, 1864, entitled "An Act to organize forces to serve during the War," there being upon the farm or plantation of the said Lyngan B. Rees for which exemption is sought, Fifteen able-bodied slaves between the ages of sixteen and fifty, within the meaning of said act; and which application is to be granted upon the satisfactory execution of this Bond:

NOW THE CONDITION OF THIS OBLIGATION IS SUCH, THAT if the above bound Lyngan B. Rees shall deliver to the duly authorized Officer or Agent of the Confederate States, at Thompson depot & Co, or at such other place as may be directed by the Secretary of War, or his duly authorized Officer or Agent, within twelve months from the date hereof, Fifteen himself pounds of Bacon, or, at the election of the Government, its equivalent in Pork, and fifteen hundred pounds of salt Beef, (said Beef to be delivered on foot,) to be paid for by the Government at the prices fixed by the Commissioners of the State, under the Impressionment Act, and shall sell the marketable surplus of provisions and grain now on hand, and which he may raise from year to year while this Exemption continues, to the Government, or to the families of soldiers, at prices not exceeding the prices fixed by the Commissioners of the State, under the Impressionment Act; and shall in all other respects faithfully conform to the requisitions of the said Act, under which the said L. B. Rees is exempted, according to the true intent and meaning thereof, (he being entitled to the commutation therein provided upon compliance with the terms thereof,) then this obligation to be void and of no effect, or else to remain in full force and virtue.

Signed, Sealed and Delivered in presence of

Robert Martin J. P.

James B. Neal SEAL  
John E. Smith SEAL

Exemption d'un propriétaire d'esclaves en contrepartie de la livraison de 1 500 livres de porc ou de bacon et de 1 500 livres de bœuf. (National Archives)

Thompson Allen, le contrôleur en chef des impôts, avait lui aussi envisagé une fiscalité plus équitable. Il suggéra de créer un impôt progressif pour les riches et dégressif pour les pauvres, dont l'objectif était évidemment de prendre l'argent là où il se trouvait. Son argument principal était double : cette fiscalité rapporterait plus de recettes et réduirait les dépenses afférentes à l'aide que l'Etat accordait aux fermiers en difficulté. Le système préconisé par Allen impliquait un taux d'imposition de 25 % sur les revenus annuels supérieurs à 5 000 \$ et de 50 % sur les revenus supérieurs à 10 000 \$. Contre toute attente, le Congrès adopta partiellement les propositions d'Allen en janvier 1864 et vota une loi qui exemptait de l'impôt les familles dont le revenu annuel ne dépassait pas 500 \$ et taxait progressivement les revenus supérieurs à ce

montant. Comme cette fiscalité enfanta peu de recettes, le Congrès fixa un taux d'imposition de 15 % sur tous les revenus supérieurs à 500 \$. Ces mesures fiscales auraient pu être initiées dès le début des hostilités si la caste des planteurs et des financiers, soutenue par ses amis au Congrès, ne les avait pas freinées des quatre fers. Le Congrès rebelle adopta cette fiscalité beaucoup trop tard car, en 1864, le cancer confédéré présentait des métastases dans tous les domaines et à tous les niveaux<sup>33</sup>.

En analysant 10 % des lettres adressées aux ministres de la Guerre, Mme McCurry a suivi l'évolution comportementale des femmes sudistes au cours du conflit. En 1861, la quasi-totalité des lettres envoyées à ces ministres émane d'hommes. L'année suivante, des femmes s'infiltrèrent parmi les signataires de pétitions. En 1863, de plus en plus de femmes écrivent personnellement et, de 1864 à 1865, elles sont les auteurs de la majorité des requêtes. Comme Charles Ramsdell l'avait ébauché avant elle, Mme McCurry a scindé ce courrier en deux catégories. Il y a celles qui signent « *une lady de ...* » et qui sollicitent la démobilisation d'un parent pour gérer leur domaine et les préserver d'un viol par leurs Noirs. Il y a les autres, celles qui signent « *la veuve, l'épouse ou la mère d'un soldat,* » les plus nombreuses et les plus poignantes car elles délaissent le cliché de « touche pas à la femme blanche » pour quémander une faveur comparable à celle que la loi consentait aux propriétaires de vingt esclaves<sup>34</sup>.

Dans les archives des Etats rebelles, Mme McCurry a observé que la majorité des femmes qui sollicitaient une faveur exprimaient leur hargne vis-à-vis des planteurs. Les quelques exemples repris ci-après ne constituent qu'une infime partie des milliers de lettres qu'elle a parcourues et des centaines dont elle cite des extraits dans son ouvrage.

« *Ils refusent de vendre leur boisseau de maïs au-dessous de 10 à 15 \$ et refusent de prendre des dollars confédérés alors que nos hommes sont payés avec ça !* »

« *Ils profitent de la faiblesse des femmes dont le mari est à l'armée. Ceux qui restent chez eux nous font la guerre ici, alors que nos hommes combattent pour préserver les propriétés de ces gens-là, c'est une guerre honteuse depuis le début.* »

« *Les riches restent chez eux, se constituent des fortunes et, tant qu'ils peuvent conserver leurs Nègres, ils se moquent de ce que deviennent les pauvres.* »

« *Nous avons des frères et des maris qui combattent pour les Nègres des puissants planteurs, mais nous sommes déterminées à obtenir du pain ou alors nous massacrerons tout puis nous nous en irons.* »

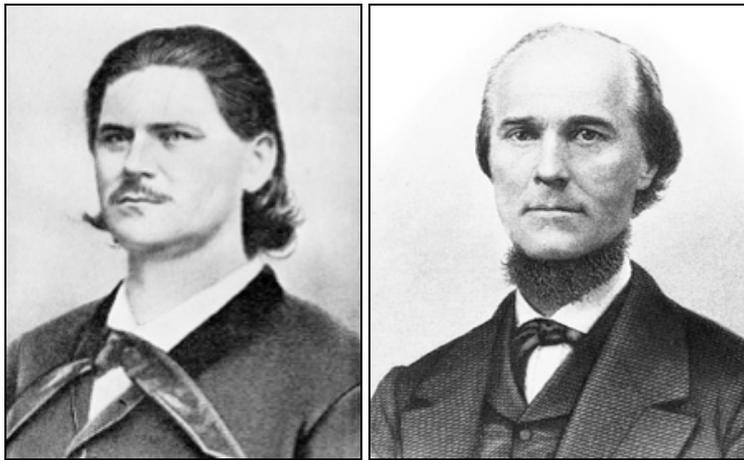
La presse elle-même épouse peu à peu leur cause, notamment le très influent *Daily Adviser* de Montgomery (Alabama) : « *Le pays tout entier résonne de dénonciations contre les extorqueurs !* » Le *Daily Southern Guardian* du 22 septembre 1863 publie une lettre signée « *une femme de soldat* », qui accuse les planteurs de trahir leurs engagements : « *Maintenant c'est à l'Etat d'intervenir car la charité doit ressortir à la discrétion de chacun et il y a une obligation plus importante à assumer, l'ouverture des greniers de notre région à ceux de nos concitoyens, déchirés par la misère.* » Les gouverneurs Zeb Vance de Caroline du Nord, Joseph Brown de Géorgie, Milledge Bonham de Caroline du Sud et John J. Pettus du Mississippi s'efforcèrent d'aider les cas les plus désespérés. Vance, par exemple, répondit à toutes les lettres que lui adressèrent des femmes en difficulté<sup>35</sup>.

---

<sup>33</sup> Escott, *After Secession*, pp. 152-55 ; O.R. S. 4, vol. 3, pp. 140-52 ; Lettre de novembre 1864 de T. Allen à C.G. Memminger, in « Letters Received, Confederate Secretary of the Treasury », Record Group 109, National Archives, Microcopy M 499, Roll 2 », pp. 418-47.

<sup>34</sup> McCurry, *Confederate Reckoning*, pp. 141, 149-50, 162 ; Ramsdell, *Behind the Lines*, pp. 31-33.

<sup>35</sup> Courrier extrait des boxes 162-165 contenant les lettres adressées au gouverneur Zeb Vance, in McCurry, *Confederate Reckoning*, passim ; Faust, *Confederate Nationalism*, pp. 44-45 ; Escott, *After Secession*, pp. 113-14.



Z. Vance de Caroline du Nord (National Archives) - J. Brown (Georgia Study Image Resources)



M. Bonham de Caroline du Sud ( Miller's Photographic History of the Civil War, Volume 10, New York, 1910) - J.J. Pettus (David. G. Sansing, Mississippi Archives)

Cette décomposition de la société sudiste s'accompagna progressivement d'un autre phénomène que William H. Skaggs avait déjà abordé en 1924 dans son *Southern Oligarchy*. Profitant de la détresse des petits agriculteurs qui servaient dans leur armée, les grands propriétaires sudistes leur achetèrent progressivement leurs terres pour une bouchée de pain. Le principe avoué était d'assurer la continuité des récoltes, une continuité, faut-il vraiment le préciser, qui contribua davantage à accroître la fortune des plus riches qu'à stabiliser le coût des denrées alimentaires. En février 1863, par exemple, Samuel Agnew, l'un des gros planteurs de coton du Mississippi, écrivit à l'un de ses proches : « *La guerre ne durera plus longtemps, elle se terminera dans les douze mois qui viennent et alors notre coton vaudra de l'or.* » Après 1865, lors de la période dite de Reconstruction, les autorités fédérales imposèrent lourdement les grands propriétaires terriens sudistes et beaucoup de ceux-ci s'acquittèrent de cette fiscalité en revendant les terres qu'ils avaient acquises pour une bouchée de pain à des familles en détresse pendant la guerre<sup>36</sup>.

Au début des hostilités, l'aide aux démunis ressortissait essentiellement aux pouvoirs locaux et à l'initiative privée. A Richmond, par exemple, des associations caritatives organisèrent des soupes populaires. D'autres villes créèrent des marchés contrôlés par les autorités locales, où les démunis pouvaient s'approvisionner dans des conditions raisonnables. Dans les campagnes, des planteurs consentaient parfois à maintenir en vie

<sup>36</sup> McCurry, *Confederate Reckoning*, pp. 167-68 ; Skaggs, *The Southern Oligarchy*, pp. 36-86 ; Robinson, *Bitter Fruits of Bondage*, pp. 202-3.

les pauvres diables qui dépendaient financièrement d'eux. Ces démarches n'étaient pas exemptes de calculs car le courrier de ces grands cotonniers laisse clairement entendre que leur charité visait surtout à expédier leurs « gens » sur la ligne de front. La version complète, aujourd'hui rééditée ou accessible sur le net, des journaux intimes de Mary Chesnut, Hetty Cary, Sallie Putnam, Louise Wigfall et autres « Belles du Sud », démontrent que ces familles de parvenus méprisaient le *vulgus pecus* et ignoraient ostensiblement ses problèmes. Dans le cours de ce texte, nous trouverons le commentaire odieux de l'une d'elles à propos de l'émeute du pain à Richmond.



**Pendant la durée du blocus, des tonnes de coton s'entassèrent sur les docks des principaux ports confédérés. (National Archives)**

Dans son *Race Relations at the Margins ; Slaves and Poor Whites in the Antebellum Southern Countryside* (2006), le Dr. Jeff Forret a utilisé et consulté un nombre phénoménal d'archives sudistes pour analyser les relations entre les esclaves noirs et les *Poor Whites*. Les rapports entre ces deux tenants de la disgrâce sociétale sudiste se teintaient souvent d'ambiguïté parce qu'en dépit de la barrière insurmontable de la couleur de leur peau, ils se disputaient parfois le triste privilège de patauger dans la fange de *Dixieland*. Dans un article distinct, nous reviendrons sur cette autre sinistre facette de la culture sudiste car, après Fort Sumter, son ordre social achoppa immédiatement sur le besoin des cotonniers de courtiser cette plèbe afin d'assurer la continuité de leur société esclavagiste. On pourrait objecter qu'en Europe, les discriminations sociales étaient tout aussi présentes au cours des conflits du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans la Confédération, le motif du conflit aggravait ces injustices car il ne s'agissait pas seulement de préserver l'intégrité du sol national, mais surtout de protéger et de promouvoir l'esclavage des Noirs et les revenus de ceux qui en possédaient. Cette allégation se vérifie dans les menaces que proféra la classe politique sudiste jusqu'en 1860 si elle n'obtenait pas une modification de la Constitution autorisant l'expansion de l'esclavage dans tous les nouveaux Etats de l'Union.

Un bref rappel de la polémique sur l'esclavage s'impose car ce fut elle qui généra tant de traumatismes dans les Etats sudistes. Pour ceux qui nieraient encore les motivations essentiellement esclavagistes des Confédérés, rappelons le point d'orgue du *Cornerstone speech*, en l'occurrence le discours que leur vice-président Alexis Stephens prononça le 21 mars 1861 à Savannah : « *Notre nouvelle Constitution a définitivement clôturé les agitations relatives à notre institution particulière : l'esclavage des noirs, tel qu'il existe chez nous, en l'occurrence le statut normal du nègre dans notre civilisation. L'esclavage est la cause immédiate de notre rupture (avec l'Union) et de la présente révolution.* » Cette citation (dont nous avons respecté les minuscules) s'insinue souvent

dans les articles de ce site parce qu'elle est à la fois l'âme et le moteur de la rébellion sudiste<sup>37</sup>.

Notre article *L'esclavage dans la pensée sudiste* produit quelques-uns des discours et des écrits que les meneurs sécessionnistes prononcèrent à la veille de l'élection de Lincoln et immédiatement après celle-ci pour justifier le bien-fondé de leur institution. Dans son étude sur la débâcle et les scissions internes de la société sudiste pendant la guerre, Drew Faust rappelle qu'après la guerre, Jefferson Davis et d'autres anciens comparses attribuèrent à l'esclavage un « rôle secondaire » dans les motifs qui générèrent les sécessions. Comme la plupart des historiens qui analysent les écrits et les discours des chefs de file esclavagistes jusqu'en 1865, Faust démontre qu'après leur défaite, ceux-ci ne déformèrent pas les faits, ils renièrent purement et simplement leurs écrits et leurs discours d'avant la guerre. Pour une approche précise et définitive du sujet, voir Karen Fritz, *Voice in the Storm, Confederate Rhetoric, 1861-1865* ; Donald Reynolds, *Editors Make War ; Southern Newspapers in the Secession Crisis* ; Charles Dew, *Apostles of Disunion* ; Robert May, *Southern Dream of a Caribbean Empire* et Jon Wakelyn, *Southern Pamphlets 1860-1861*. Ces ouvrages recourent principalement à des extraits de discours, de courriers et de textes rédigés par les apôtres de la sécession, qui ne dissimulèrent jamais leur projet de créer un vaste empire esclavagiste.

Globalement, l'agriculture confédérée aurait pu éviter la famine, or nous avons vu qu'elle était fragilisée par la versatilité de ses transports ferroviaires et routiers. En outre, les gouverneurs de Caroline du Nord, de Géorgie, du Mississippi et de l'Alabama refusèrent obstinément de partager, avec d'autres Etats, leurs récoltes et leurs capacités minières car ils tenaient à privilégier leur électorat<sup>38</sup>.

En dépit de leurs moyens limités et de l'inexistence de services sociaux, les gouverneurs réagirent dès le début des hostilités et plus activement que le Congrès parce qu'ils se trouvaient en prise directe avec leurs électeurs. Entre novembre 1861 et mars 1862, les Chambres de l'Alabama, de l'Arkansas, de la Floride, du Mississippi, du Tennessee, de la Géorgie et de la Caroline du Sud promulguèrent des lois visant à secourir et à exempter des taxes locales les familles pauvres dont l'homme était au front. L'application de ces lois exigeait des fonds que seul le vote d'une fiscalité imposant les biens des nantis, pouvait fournir. En principe, chaque comté devait recourir à sa propre fiscalité pour infléchir la croissance de la misère. Les résultats furent généralement médiocres parce que la richesse était l'apanage de la minorité chargée de faire appliquer cette loi et que les biens imposables de la majorité des autres citoyens se résumaient à peu de choses. Nous verrons plus loin dans quelles circonstances les Etats recoururent à leurs fonds propres pour acquérir du sel, des médicaments, des vivres et des vêtements qu'ils distribuèrent ou bradèrent aux familles sinistrées<sup>39</sup>.

Pour tenter de modérer les effets du blocus qui jugulait l'exportation du coton, le député Jabez L.M. Curry proposa d'obliger les planteurs de coton à réserver une partie de leur sol aux cultures vivrières, mais sa proposition ne fut suivie d'aucun effet. En dépit des quelques exceptions positives, citées par Charles Ramsdell, ces tentatives ne changèrent pas fondamentalement la mentalité des riches cotonniers qui persistèrent à se focaliser sur les profits de leur « or blanc ». Les mauvais exemples venaient de haut car des hauts dignitaires, comme Robert Toombs, défièrent publiquement les autorités de les contraindre à abandonner la culture du coton. Personne ne força ce membre du premier gouvernement confédéré à contribuer à la survie de ses concitoyens. Paul Escott

---

<sup>37</sup> Finkelman, *Defending Slavery, Proslavery Thought in the Old South*, pp. 89-95.

<sup>38</sup> Escott, *Joseph E. Brown, Jefferson Davis and the Problem of Poverty in the Confederacy*, passim.

<sup>39</sup> Ramsdell, *Behind the Lines*, pp. 25, 62-67 ; Ringold, *Role of the State Legislatures in the Confederacy*, p. 80.

observe qu'au lieu de recourir à la coercition pour forcer les grands planteurs de coton à réserver une partie de leur sol à des cultures d'utilité publique, le Président et son ministre de la Guerre préférèrent accorder des congés exceptionnels à des soldats pour moissonner leurs champs. Le député sudiste W.P. Ballinger n'osa pas émettre ses opinions personnelles à l'époque car elles lui auraient valu de sévères réprimandes, mais considérant l'attitude de la prétendue élite sudiste, il confia à son journal personnel : « *Les sécessions ont été l'œuvre de politiciens qui ne se sont pas préoccupés de la masse de notre peuple qui ne possède aucun bien*<sup>40</sup>. »

Comme ni la loi ni la décence ne contraignaient les planteurs à réduire l'espace qu'ils réservaient à leur coton, quelques Etats entreprirent d'innover. Certains assignèrent leurs détenus de droit commun à la confection de tissus et de vêtements, d'autres créèrent leurs propres manufactures. Les gouverneurs de Géorgie et de Caroline du Nord achetèrent des forceurs de blocus pour importer les marchandises qui leur faisaient défaut. Ces initiatives locales minimisèrent dans une faible mesure la détresse que surmontaient de moins en moins de leurs concitoyens<sup>41</sup>.

L'accroissement de la pauvreté dans la Confédération résulta aussi des disettes occasionnées par l'incorporation de la main-d'œuvre agricole dans l'armée, particulièrement celle des *Poor Whites* qui ne recouraient pas à l'esclavage. Jusqu'au début des hostilités, les artisans indépendants et salariés jouaient un rôle majeur dans les petites localités. Les prémices du séisme social se profilent dès 1861. Des lettres émanant de bourgades et de villages assaillent le ministère de la Guerre pour solliciter la démobilisation de ceux qui possédaient une habileté particulière, notamment les charrons, les forgerons, les tanneurs, les tonneliers et les meuniers dont l'absence préjudiciait à la microéconomie des comtés peu peuplés. L'année suivante, la conscription des hommes valides estropie ces petites zones rurales car la majorité de leurs fermes reposait essentiellement sur l'énergie d'un chef de famille. En partant pour le front, celui-ci délégua à sa femme le labour, la récolte, l'entretien de la maison et des enfants. Le nord des deux Carolines était majoritairement peuplé de *Poor Whites* qui ne cultivaient pas le coton et ne possédaient pas d'esclaves. En mars 1863 et en juin 1864, les gouverneurs de ces deux Etats insistèrent, mais en vain, auprès de Jefferson Davis pour suspendre la conscription dans ces régions parce qu'elle paralysait les cultures céréalières<sup>42</sup>.

Dès septembre 1862, la presse et, par exemple, le *Daily Intelligencer* d'Atlanta et l'*Advertiser* d'Edgefield (Caroline du Sud) observent que la famine s'insinue partout car « *le service dans l'armée a éloigné de chez eux les seuls supports de beaucoup de familles. Nous devons leur apporter notre aide car les pauvres vont souffrir.* » Au cours de l'année suivante, les journaux exhortent la population et les pouvoirs publics à réagir contre une misère de plus en plus pandémique. Dès le début du conflit, s'envolèrent les belles promesses que les « colonels planteurs » avaient faites aux petits fermiers de veiller sur leurs familles s'ils s'enrôlaient dans leur régiment<sup>43</sup>. Il ne suffisait pas de glisser, le bras tendu et du bout des doigts, de la menue monnaie dans la main d'une

---

<sup>40</sup> O.R. S. 4, vol. 2, pp. 246-48 et vol. 3, pp. 845-47 ; Matthews, *Statutes at Large of the Confederate States, 3<sup>rd</sup> session, 1<sup>st</sup> Congress, 1863*, pp.158-59 ; Escott, *After Secession*, pp. 120-22, 133-34, 143-44 ; Ramsdell, *Behind the Lines*, pp. 35-36 ; Curry à J. Benjamin, 26 décembre 1862, in « Letters Received, Secretary of War », RG 109, Microcopy M 437, Roll 20, pp. 1034-36 ; Edgefield *Advertiser* (S.C.) du 30 juillet 1862 ; Charleston *Mercury* du 1<sup>er</sup> février 1862 ; Augusta *Constitutionalist*, 20 juin 1862 ; Noirsain, *La Confédération sudiste, Mythes et Réalités*, p. 218 ; Ramsdell, *Behind the Lines*, pp. 34-35.

<sup>41</sup> Ramsdell, *Behind the Lines*, pp. 80-81 ; Escott, *The Cry of the Sufferers*, p. 232 ; Ringold, *Role of State Legislatures*, pp. 48-52 ; Noirsain, *La Flotte Européenne de la Confédération sudiste*, pp. 143-44.

<sup>42</sup> Escott, *After Secession*, pp. 105-7, 109 ; McCurry, *Confederate Reckoning*, pp. 137-40 ; O.R. S. 1, vol. 35-pt. 2, pp. 519-20 ; S. 4, vol. 2, pp. 464-65.

<sup>43</sup> Ramsdell, *Behind the Lines*, p. 25.

veuve pour avoir tenu ses engagements. Paul Escot produit un extrait de la lettre qu'une certaine Virginia Berry adressa au ministre de la Guerre Seddon, au nom des miséreux de son comté : « *Pour une pauvre mère démunie de tout, c'est de la folie que de demander de l'aide à ces gens riches, leurs cœurs sont en acier et ils donnent à leurs chiens ce qu'ils refusent à nos enfants*<sup>44</sup>. »

Quelques gouverneurs, Zebulon Vance de Caroline du Nord en tête, confortèrent les articles de leur presse : « *La conscription a razié trop de travailleurs qui étaient indispensables à la survie des femmes et des enfants à l'arrière du front.* » Le gouverneur Milledge L. Bonham de Caroline du Sud interdit même la mobilisation de sa garde nationale (*State Troops*) dans les comtés qui ne comptaient pas de propriétaires d'esclaves car son maintien sous les armes aurait réduit les récoltes et accru la disette dans ces régions qui étaient déjà sinistrées. Pour illustrer l'étendue de la catastrophe socioéconomique qui dévorait les Etats confédérés, Paul Escott note qu'à la fin de la guerre, plus du quart des citoyens blancs de l'Alabama végétait sous le seuil de la pauvreté. A ces misérables, il fallait ajouter le nombre totalement inconnu de Noirs libres qui n'avaient pas droit aux secours de leur Etat et de ses associations caritatives<sup>45</sup>.

L'épuisement des leurs excède forcément les couches populaires qui se sentent trahies et délaissées par ceux qui, pendant des années, leur avaient seriné que tous les Blancs étaient égaux. La cause sudiste avait dû ranger ses ors et ses discours, sa plèbe comprenait enfin qu'elle payait les pots cassés d'une guerre entreprise uniquement pour sauvegarder le pré carré d'une ploutocratie agressive. Ce label n'est pas une vue de l'esprit car, dans son ouvrage *Southern Dream of a Caribbean Empire*, Robert E. May décrit, documents à l'appui, toutes les tentatives sudistes visant à s'emparer de faibles Etats latino-américains pour y instaurer ou y rétablir l'esclavage des Noirs (voir notre article *Les visées expansionnistes du Sud esclavagiste*).

Le leitmotiv « *une guerre de riches faite par les pauvres* » apparut pour la première fois dans la presse sudiste en 1862 et persista jusqu'à la fin du conflit. La loi du 1<sup>er</sup> juillet 1862 avait définitivement élargi le fossé entre les riches et les pauvres car elle exemptait de la conscription les Blancs qui géraient un minimum de vingt esclaves. Sam Watkins, du 1<sup>er</sup> régiment du Tennessee, exprima son dégoût et celui de ses camarades pour ce favoritisme envers les nantis : « *Elle nous donne le cafard, nous aurions tous voulu posséder vingt esclaves ! Les Noirs deviennent soudainement une propriété inestimable et nous avons le sentiment que ce sont les pauvres qui combattent pour les riches. Depuis ce moment-là et jusqu'à la fin, nous avons tous maudit la guerre et la Confédération*<sup>46</sup>. »

Si la loi dite des « vingt esclaves » gifla de plein fouet les familles en perdition, la faculté accordée aux riches de payer un substitut à un élément mâle de leur famille lamina le sentiment que les *Poor Whites* avaient d'appartenir à la même catégorie sociale que ceux qui étaient responsables de leurs malheurs. Certains journaux et notamment le *Daily Richmond Examiner* du 31 janvier 1862 eurent l'impudence de défendre ce principe de commutation en prétendant que chacun s'impliquait dans le conflit en fonction de son statut social. Ce journal poussa même l'arrogance jusqu'à affirmer que cette commutation avait l'avantage de protéger les citoyens qui appartenaient à l'élite sociale et intellectuelle de la nation. Certains de ces privilégiés ne se gênaient pas d'affirmer qu'ils avaient largement contribué à l'effort de guerre en payant de 5 000 à 6 000 \$ pour un substitut, oubliant évidemment de considérer que ni l'Etat ni la communauté n'avaient bénéficié de ces sommes. En août 1862, le ministre

---

<sup>44</sup> Par exemple, les *Weekly Courier* de Rome (Géorgie), 12 novembre 1863 ; *Daily Intelligencer* d'Atlanta, 20 mars 1863 ; *Advertiser* d'Edgefield, 8 octobre 1862 ; Escott, *After Secession*, pp. 122, 150.

<sup>45</sup> *O.R. S.* 1, vol. 35-pt. 2, pp. 519-20 ; S. 4, vol. 2, pp. 464-65 ; Escott, *The Cry of the Sufferers, the Problem of Welfare in the Confederacy*, p. 230 ; Ramsdell, *Behind the Lines*, p.72-74.

<sup>46</sup> Noirsain, *Confédération sudiste, Mythes et Réalités*, pp. 40-46 ; Watkins, *Co. Aytch*, p. 69.

de la Guerre reconnut que cette tolérance avait généré beaucoup d'abus et que la plupart des substituts ne valaient rien. Précisons que ceux-ci devaient appartenir à une nation étrangère ou avoir dépassé l'âge maximum de la conscription.

Le 11 novembre 1863, l'adjudant général des armées rebelles écrivit à son ministre que leurs forces comptaient au moins 50 000 substituts qui remplaçaient un nombre égal de jeunes gens fortunés en âge de porter les armes. Il s'agit d'une sous-estimation évidente car quelques généraux rebelles affirmèrent qu'il y avait plus de 60 000 substituts sous les drapeaux. Pour des raisons opposées, la vérité se situe vraisemblablement entre ces deux estimations. Bell I. Wiley écrivit que ce système « *inspirait une honteuse réflexion sur le patriotisme dans la Confédération.* » Réalisant, mais un peu tard, que beaucoup de ces substituts désertaient dès qu'ils en trouvaient l'opportunité, le Congrès abolit ce système en 1864. Ceux que scandalisait ce système de commutation hurlèrent de fureur quand ils se rendirent compte que les familles fortunées réussissaient encore à planquer leurs rejetons dans l'administration civile ou militaire grâce aux politiciens et aux hauts fonctionnaires qui fréquentaient leurs salons<sup>47</sup>.

A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, John C. Schwab éplucha les archives confédérées pour tenter d'évaluer combien d'hommes mobilisables obtinrent une exemption du service armé, conformément à la législation confédérée en la matière. Ses recherches lui livrèrent le chiffre de 4 000 surveillants ou propriétaires de plus de vingt esclaves. A l'est du fleuve Mississippi, quelque 100 000 hommes esquivèrent le service actif : 61 167 pour inaptitude physique ; 18 785 en tant qu'agents émargeant à l'administration d'un Etat ; 3 086 ministres du culte ; 4 982 techniciens des chemins de fer et une collection de juges de paix, de policiers et de détenteurs d'obscures fonctions qui dissimulaient mal le népotisme qui les préservait de la poudre et des balles. Il ne faut pas être fin clerc pour comprendre que lesdites fonctions exigeaient un minimum d'instruction qui excluait la plupart des *Poor Whites* des villes et des campagnes<sup>48</sup>.

Une question s'impose immédiatement : la Confédération ne comptait-elle plus de quinquagénaires voire de sexagénaires capables de tenir un livre de comptes ou d'assumer une tâche administrative ? Notons en outre que les familles assez riches pour payer un substitut avaient forcément les moyens de « graisser la patte » du médecin militaire chargé de vérifier l'aptitude au service de leur rejeton.

Dans les zones rurales peu propices à la culture du coton, certains petits fermiers qui ne possédaient pas d'esclaves contournèrent temporairement la conscription par une astuce administrative qui consistait à créer des compagnies de volontaires dont les membres réintégraient subrepticement leur foyer après leur théorique incorporation dans la milice. Soit ces compagnies disparaissaient dans la nature, soit elles rameutaient leurs membres pour résister aux troupes qui venaient les contraindre à participer à une opération<sup>49</sup>.

Une bataille était parfois l'opportunité dont rêvaient les conscrits sudistes qui vomissaient la « Cause ». Le 7 décembre 1862 à Prairie Grove en Arkansas, lors de la bataille opposant l'armée confédérée de Thomas C. Hindman à celle des généraux James G. Blunt et Francis J. Herron, plus de la moitié des recrues rebelles passèrent

---

<sup>47</sup> O.R. S. 4, vol. 1, p. 1026 ; vol. 2, pp. 42-49, 415, 670-71, 856-58, 944-52 ; vol. 3 pt. 3, pp. 1113-14 ; Wiley, *Life of Johnny Reb*, p. 127 ; Schwab, *Confederate States of America*, pp. 196-97 ; Moore, *Rebellion Record*, vol. VIII, p. 329 ; Escott, *After Secession*, pp. 116-20. Pour le texte légal définissant les conditions d'exemption, voir Candler, *Confederate Records of Georgia*, vol. 3, pp. 201-2 ; *Weekly Courier* du 24 octobre 1862, de Rome (Géorgie) ; *Daily Richmond Examiner* du 3 janvier 1862.

<sup>48</sup> O.R. S. 4, vol. 3, pp. 869-70, 1112 ; Schwab, *Confederate States of America*, p. 198.

<sup>49</sup> O.R. S. 1, vol. 15, pp. 886, 925-28 ; Lonn, *Foreigners in the Confederacy*, pp. 431-37 ; Robinson, *Bitter Fruits of Bondage*, pp. 195-99.

dans les rangs adverses en plein engagement. Hindman les avait trop violemment contraints à grossir les effectifs de son armée<sup>50</sup>.

Le cauchemar qui déchirait leur famille indigna d'abord les soldats puis les révolta. Ella Lonn, Bell I. Wiley, Charles W. Ramsdell, Wilfred B. Yearns et John G. Barrett dépouillèrent des milliers de lettres écrites par d'humbles troupiers rebelles qui avaient cru lutter pour une cause et pas pour les intérêts d'une *nomenklatura* avant l'heure. Parmi les lettres produites par ces auteurs, nous en avons retenu quelques extraits qui reflètent la même amertume<sup>51</sup>.

*« Pour les pauvres gens qui servent dans l'armée, c'est une terrible injustice de constater que le riche planteur, qui n'a jamais manié une binette ou une charrue, vit dans le confort et s'approprie tout ce qui lui tombe sous la main. »*

*« Quand je me suis engagé, j'ai laissé une femme et quatre enfants. Je pensais que le gouvernement prendrait soin d'eux et les préserverait de la famine. Je suis très déçu car le gouvernement opère une grande différence entre le riche qui défend ce qu'il possède et le pauvre qui se bat pour défendre ce qu'il n'aura jamais. L'exemption des propriétaires de vingt esclaves le prouve. En retirant trop de fermiers de leur terre, les cultures diminuent ainsi que nos ressources alimentaires, ce qui a fait naître une spéculation qui augmente les prix de façon vertigineuse. Maintenant, M. le Gouverneur, dites-moi comment, dans de telles conditions, les pauvres gens qui combattent pour le Nègre de l'homme riche peuvent-ils nourrir leur famille avec 11 \$ par mois ? La majorité des soldats sont des gens humbles dont les familles sont fatiguées de cette guerre des pauvres au profit des riches. Nous pensons que l'on doit s'occuper de nos femmes et de nos enfants. C'est une nécessité si le gouvernement veut poursuivre le conflit (...) »*

*« Si nous apprenons que les sont dans la misère et qu'on nous interdit de prendre un congé pour les aider, nous partirons sans autorisation (...) »*

*« Vous ne savez pas ce que c'est d'être un homme pauvre servant fidèlement son pays pendant que les siens meurent de faim parce que les propriétaires d'esclaves, pour lesquels nous combattons, exigent des prix exorbitants pour de la nourriture. »*

*« J'aimerais savoir pourquoi mon mari est en train de combattre, il n'a rien à voir dans cette guerre et je pense que son combat ne servira qu'à affamer sa famille. »*

Sommé d'expliquer sa désertion devant la cour martiale de l'Armée de Virginie septentrionale, le soldat Edward Cooper lut à haute voix la lettre de son épouse :

*« Mon cher Edward,*

*« Je ne voudrais pas que tu commettes une mauvaise action mais, devant Dieu Edward, si tu ne reviens pas à la maison, nous allons mourir. La nuit dernière, quand j'ai demandé à notre petit Eddy pourquoi il pleurait, il me répondit : Maman, j'ai si faim ! Et Lucy, Edward, ta Lucy chérie, elle ne se plaint jamais, mais elle maigrit de plus en plus. Devant Dieu, Edward, si tu ne rentres pas à la maison, nous allons mourir. »*

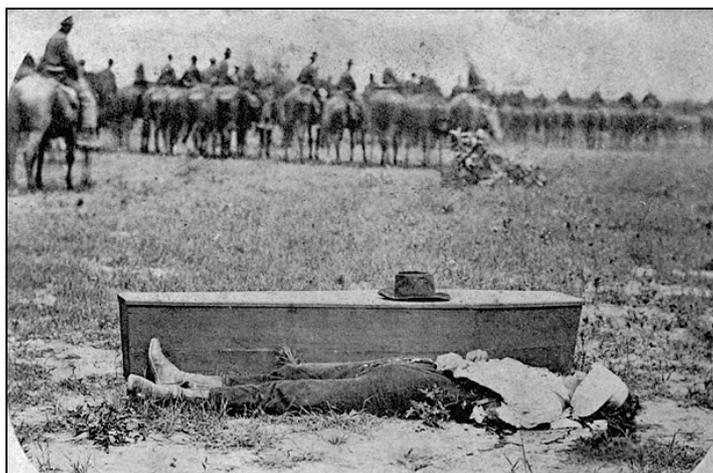
La cour militaire condamna néanmoins Cooper à la peine capitale parce qu'elle devait frapper fort pour empêcher l'hémorragie de ses effectifs. Le 17 août 1863, Robert Lee écrivit au président Davis que les désertions obéraient dramatiquement son armée et que la peine de mort était désormais le seul moyen de les circonscire : *« Dans mon armée, elles sont nombreuses et ne cessent de croître. Si cette hémorragie ne s'arrête pas, nous ne devons plus espérer de victoires sur le terrain<sup>52</sup>. »*

---

<sup>50</sup> Kerby, *Kirby Smith Confederacy*, pp. 29, 35 ; *Kirby Smith to T. Holmes* et *Kirby Smith to R. Taylor*, 16 mai 1863. National Archives.

<sup>51</sup> Escott, *After Secession*, pp. 113-14, 122-23 ; *The Cry of the Sufferers*, pp. 229-230 ; Lonn, *Desertion in the Civil War*, pp. 12-14 ; Yearns & Barrett, *North Carolina Civil War Documentary*, pp. 97-99 ; Wiley, *Plain People of the Confederacy*, pp. 27-28 ; Ramsdell, *Behind the Lines*, pp. 27-28.

<sup>52</sup> *O.R. S. 1*, vol. 29-2, p. 6 ; Robinson, *Bitter Fruits of Bondage*, pp. 228-29.



Exécution d'un déserteur ou d'un pillard. (Library of Congress)

Certains généraux confédérés confièrent à leur commandant en chef que le clivage entre la masse du peuple et la minorité qui avait généré le conflit incitait de plus en plus d'hommes à désertir ou à fuir la conscription. Le 10 août 1863, le général Daniel Ruggles écrivit au général Joseph E. Johnston : « *Les hommes considèrent que si la plus riche partie de notre population, en l'occurrence les propriétaires d'esclaves, n'incorporent pas l'armée pour défendre leurs intérêts, ceux qui n'ont ni biens ni esclaves ont le droit de les imiter (...)* Si nous ne faisons pas rapidement quelque chose pour apaiser ce mécontentement, nous perdrons le support des humbles citoyens qui constituent le gros de nos troupes<sup>53</sup>. »

L'évolution des désertions dans les armées confédérées est un sujet qui a fait l'objet de quelques ouvrages qui demeurent des références en la matière<sup>54</sup>, mais les redditions de Vicksburg, de Port Hudson (Mississippi) et d'Arkansas Post (Arkansas) en 1863 retiennent particulièrement notre attention parce qu'elles entraînèrent un nouveau type de déserteurs dans l'armée rebelle. La perte de ces places fortes avait privé la Confédération de 56 000 vétérans éprouvés par maints combats. Le général Ulysses S. Grant les avait renvoyés chez eux après leur avoir fait signer un document dans lequel ils s'engageaient à ne pas reprendre les armes avant d'avoir été régulièrement échangés. Comme les officiers chargés des modalités d'échange ne parvenaient pas à se mettre d'accord parce que les Confédérés refusaient d'accorder le statut de prisonnier de guerre aux soldats noirs de l'armée fédérale, Jefferson Davis n'hésita pas à se commettre dans la forfaiture pour récupérer les soldats qu'il avait perdus. Le 19 août 1862, son gouvernement décréta que les hommes capturés à Vicksburg et à Port Hudson avaient été dûment échangés et qu'ils devaient reprendre du service dans des camps déterminés à cet effet. Le 19 septembre 1863, le général Halleck (chef de l'état-major fédéral) confirma à Grant qu'aucun accord n'avait été conclu et qu'aucun prisonnier fédéral n'avait été échangé. Les Rebelles libérés sur parole ressentirent très mal cette ignominie de la part de leur gouvernement car ils commençaient à peine à extraire leur famille de la misère. Beaucoup de ceux-ci réintégrèrent l'armée sous la contrainte tandis que les autres prirent le maquis<sup>55</sup>.

En Mississippi, un certain Fortinberry écrivit à son gouverneur que lui-même et d'autres habitants de son village refusaient de réintégrer l'armée tant qu'ils n'avaient pas obtenu la garantie que les autorités prendraient soin de leur famille : « *Nous servons*

<sup>53</sup> J.S. McNiely, *War and Reconstruction in Mississippi, 1863-1890*, Mississippi Historical Society, Series 2, pp. 180-81, in Robinson, *Bitter Fruits of Bondage*, p. 239.

<sup>54</sup> A.B. Moore, *Conscription and Conflicts in the Confederacy*, New York, 1924 ; E. Lonn, *Desertion during the Civil War*, Gloucester, 1928.

<sup>55</sup> Robinson, *Bitter Fruits of Bondage*, pp. 224-29 ; O.R. S. 2, vol. 6, pp. 279-456 ; *Standing Order 197-A160, 19/8/1863, War Department, NA-CSA ; Halleck to Grant, 19/9/1863, NA.*

*dans l'armée pour 11 \$ par mois et si nous revenons en vie à la maison, nous devons payer 60 \$ pour un sac de sel que nous ne sommes pas sûrs de trouver et 2 \$ pour un boisseau de maïs. Nous sommes de pauvres gens et nous acceptons de défendre notre contrée, mais nos familles passent d'abord. Nous ne pouvons même pas espérer la charité de nos voisins parce qu'ils sont aussi démunis que nous. Dans notre village, il nous semble urgent de préparer une récolte. C'est pourquoi nous vous demandons de nous protéger pendant que nous y travaillons<sup>56</sup>. »*

Déjà en décembre 1862, le gouverneur John J. Pettus du Mississippi avait exprimé son anxiété à propos de la disette qui se profilait dans son Etat : « *Il y a un arrivage de pains, mais leur coût les met hors de portée des indigents (...) Notre Chambre peut-elle prendre des dispositions pour les rendre accessibles à tous ? Devons-nous poursuivre cette guerre ? Devons-nous maintenir notre gouvernement si nous plongeons nos femmes et nos enfants dans la misère ? Je ne le pense pas ! (...) Une autre armée, en plus de celle qui est au front, doit être entretenue, celle de notre peuple. Son bien-être est aussi essentiel à nos objectifs que celui de nos soldats au front.* » Effrayés par la misère qui taraudait leurs concitoyens, les élus du comté de Taylor (Floride) demandèrent au président Davis que « *15 ou 20 conscrits soient autorisés à rester dans leur comté pour s'occuper des 80 ou 100 familles de soldats, qui n'ont plus aucun moyen de subsistance.* » A Rome (Géorgie), le *Weekly Courier* du 11 avril 1862 s'attend au pire : « *Quand nos braves soldats apprendront que leurs femmes et leurs enfants n'ont même plus de pain pour se nourrir, on ne les tiendra plus en place et ils réagiront avec une violence aussi prévisible que la loi sur la gravitation<sup>57</sup>.* »

Dans son ouvrage sur la Confédération, E. Merton Coulter déclara carrément : « *Quoique les autorités des comtés et des Etats s'impliquassent dans les secours aux miséreux, le gouvernement confédéré n'osa jamais entreprendre quoi que ce soit dans ce domaine<sup>58</sup>.* » En décembre 1863, par exemple, le Sénat discuta d'une motion destinée à « *prévenir la spéculation, l'escroquerie et le monopole des denrées alimentaires* », puis la postposa au 5 janvier suivant. La Commission judiciaire du Sénat s'y opposa et l'affaire ne sortit plus de ses cartons<sup>59</sup>.

Au cours de son discours de juillet 1861 au Congrès, le président Davis avait exprimé son optimisme sur les capacités agricoles de la Confédération et il avait annoncé que ses réserves étaient suffisantes pour les deux années à venir. Davis était un ancien militaire dont les options politiques étaient figées dans des concepts idéologiques abstraits. Même dans son *Rise and Fall of the Confederate States*, où il jongle allègrement avec des faits avérés, il n'osa pas se risquer à citer les statistiques économiques publiées par ses Etats, à la veille de la guerre, pour justifier l'absurdité de sa déclaration. Comme la suite de son exercice à la présidence le confirma, il pérorait sur un sujet qu'il ne connaissait pas. Plus tard, confronté à son erreur, il admit qu'au début de la guerre, « *les responsables de la nation avaient surestimé la capacité du Sud à se suffire à lui-même.* » Bref, c'était pas lui, c'était les autres ! En substance un pitoyable départ pour un homme d'Etat censé vérifier, voire assumer les mauvaises options de ses subalternes dans un domaine aussi vital pour la survie de sa population<sup>60</sup>.

En 1864, l'aggravation des conditions de vie des civils attisa la controverse au sujet des droits que les Etats rebelles revendiquaient dans les matières concernant leur fonctionnement interne. En raison de ses déconfitures militaires, le gouvernement confédéré avait peu à peu contraint ses Etats à lâcher du lest dans la gestion de leurs

---

<sup>56</sup> Ramsdell, *Behind the Lines*, pp. 27-30.

<sup>57</sup> Escott, *After Secession*, pp. 111-13 ; Ramsdell, *Behind the Lines*, p. 28.

<sup>58</sup> Coulter, *The Confederate States of America, 1861-1865*, p. 424.

<sup>59</sup> *Journal of the Congress of the Confederate States*, vol. 3, pp. 457, 514, 592.

<sup>60</sup> Richardson, *Compilation of the Messages and Papers of the Confederacy*, vol. 1, p. 123

affaires intérieures. Néanmoins, leurs gouverneurs redoublèrent d'énergie pour juguler la misère qui laminait leurs concitoyens et pour résister à l'emprise grandissante de Jefferson Davis. Pris entre le marteau de Richmond et l'enclume de leurs citoyens, de plus en plus de gouverneurs contrarièrent ouvertement la politique draconienne d'un Davis qui semblait prêt à sacrifier une partie de sa population pour que l'autre partie puisse survivre dans le type de société qu'elle préconisait<sup>61</sup>.

Les effets de la guerre modifièrent la priorité que les gens réservaient d'ordinaire à leur comté et à leur Etat pour résoudre leurs problèmes domestiques et ils se tournèrent progressivement vers le gouvernement de Richmond. Dans son *Behind the Lines in the Southern Confederacy*, Charles Ramsdell est le premier à avoir noté cette mutation comportementale de la population. Les journaux exhortaient de plus en plus le gouvernement à promulguer des lois régulant le coût des produits à la consommation<sup>62</sup>. En dépit des multiples attaques dont la loi martiale fut l'objet au Congrès et dans la presse,<sup>63</sup> des quotidiens comme l'*Atlanta Daily Intelligencer* des 2, 4 et 6 avril et du 7 novembre 1862, le *Daily Richmond Adviser* du 1<sup>er</sup> décembre 1862 et le *Carolina Spartan* du 9 avril 1863 réclamèrent sa restauration car, d'ordinaire, les militaires qui l'appliquaient imposaient des normes de prix qui évinçaient les profiteurs. Theophilus Holmes, qui commandait le département du Trans-Mississippi, suggéra à Davis de recourir à l'armée pour réguler la vente des fruits, légumes et céréales, mais Davis rejeta sa proposition sous prétexte qu'elle sortait des attributions des forces militaires et recommanda de laisser cette initiative aux gouverneurs<sup>64</sup>.

Quelles furent les réactions du gouvernement confédéré pendant que les civils s'enlisaient dans une misère de plus en plus prégnante ? Les privations qui les laminèrent résultèrent également de la loi sur les réquisitions. Votée le 26 mars 1863, elle autorisait les généraux à prélever, dans les fermes, le fourrage et les vivres nécessaires à leur armée et toujours à des prix inférieurs à ceux du marché. Le paiement de ces saisies devint de plus en plus aléatoire au cours du conflit et, quand les fermiers percevaient leur dû, c'était toujours après d'interminables délais à l'issue desquels la valeur marchande de leurs récoltes n'avait cessé d'évoluer à la hausse. Le Congrès modifia cette loi en 1864 et 1865 parce qu'elle donnait lieu à des abus qui exacerbaient le mécontentement général. Comme le gouvernement n'avait pas la possibilité d'y renoncer, il la rendit encore plus draconienne<sup>65</sup>.

« *Il est probable que la crise permanente, qui affectait les affaires militaires de la Confédération, incita Davis à négliger la crise profonde dans laquelle vivait sa population,* » suggère Paul Escott, « *souvent, les besoins de l'armée requéraient des mesures qui aggravaient les conditions de vie des pauvres. En outre, le passé militaire de Davis le prédisposait à se préoccuper avant tout de ses troupes (...)* Comme les défaites s'accumulaient depuis 1862, l'administration plaça ses préoccupations stratégiques avant toutes les autres. Jusqu'à la fin de la guerre (...) et en dépit de ses problèmes intérieurs, le Président fit systématiquement passer les affaires civiles après les affaires militaires<sup>66</sup>. »

---

<sup>61</sup> Ramsdell, *Behind the Lines*, p. 40 ; Robbins, *Confederate Nationalism : Politics and Government in the Confederate South* ; Amlud, *Federalism in the Southern Confederacy* ; Escott, *Cry of the Sufferers*, pp. 237-38.

<sup>62</sup> Ramsdell, *Behind the Lines*, pp. 61-68.

<sup>63</sup> Voir, sur ce site, notre article « *La suspension des libertés individuelles dans la Confédération* ».

<sup>64</sup> Escott, *The Cry of the Sufferers*, p. 231 et *After Secession*, p. 110, 139-48 ; *O.R. S.* 4, vol. 3, pp. 398-400.

<sup>65</sup> Escott, *After Secession*, pp. 109-110.

<sup>66</sup> Escott, *After Secession*, pp. 148-49.

Le premier effet de la loi sur les réquisitions fut de soustraire des récoltes entières au marché intérieur, et son effet secondaire se révéla encore plus désastreux. Exaspérés ou désespérés par les ponctions arbitraires de l'armée, de plus en plus d'agriculteurs et d'éleveurs écoulerent leurs récoltes et leur bétail au marché noir. S'il est évident que le prolétariat urbain en subit le premier le contrecoup, les familles pauvres des campagnes en souffrirent tout autant. La conscription de tous les mâles en âge de porter les armes immolait ceux qui n'avaient pas les moyens de se payer un remplaçant. Bientôt, une pléthore de petites fermes se retrouvèrent sans bras parce que le chef de famille était au front et qu'elles étaient trop pauvres pour posséder des esclaves. Jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, il était encore très dur, pour les femmes, les enfants et les vieillards d'utiliser l'outillage lourd et sommaire en usage dans les campagnes, surtout lorsque les bêtes de somme étaient mortes de malnutrition ou avaient été confisquées par l'armée<sup>67</sup>.

Il fallut attendre jusqu'à la fin de la guerre pour que l'administration confédérée diligente des secours aux démunis. Quoique beaucoup de documents administratifs nous manquent pour suivre l'évolution des mesures sociales prises directement par le gouvernement confédéré, nous pouvons néanmoins en retracer quelques-unes. En décembre 1862, le président Davis suspendit la conscription dans une région montagneuse de Caroline du Nord en proie à la famine et demanda au gouverneur du Mississippi de renvoyer chez eux 200 hommes de sa milice pour planter leur prochaine récolte. En 1863, le ministre de la Guerre promit aux associations caritatives de Columbia (Géorgie) et de Fayette (Caroline du Nord) de ne pas réquisitionner les vivres qu'elles achèteraient pour les pauvres et les familles des soldats au front<sup>68</sup>.

Mme McCurry est l'un des rares auteurs américains à avoir décortiqué le séisme socioéconomique de la Confédération. *« Si les historiens ont largement débattu sur le problème des spéculations et s'ils ont admis que les femmes en furent particulièrement victimes, »* écrit-elle, *« ils n'ont mentionné nulle part que les débats publics à ce sujet résultèrent le plus souvent de manifestations féminines. Ce sont en effet les agitations des femmes et des veuves de soldats qui portèrent, sur le devant de la scène, les problèmes relatifs aux spéculations et à l'aide publique. Ces sujets firent le plus de bruit à partir du printemps 1863. Pour la première fois, des épouses et des veuves de soldats écrivirent massivement, personnellement ou collectivement aux gouverneurs, au président Davis et à son ministre de la Guerre pour se plaindre de leurs conditions de vie. Pour la première fois aussi, leurs lettres revêtaient de plus en plus d'agressivité et exigeaient des réactions en faveur de toutes celles qui étaient veuves ou dont le mari avait été mobilisé. Dans le même temps, d'autres femmes en colère attirèrent l'attention du public en accompagnant leurs revendications par de spectaculaires pillages de nourriture. »*

Quoique choqués par la violence qui affleurait dans ces démarches féminines, inconcevables dans leur société machiste, les politiciens ne pouvaient pas prétendre qu'ils étaient pris au dépourvu car les archives des Etats et du gouvernement confédéré regorgent de lettres de veuves et d'épouses de soldats dont le ton était empreint d'une adrénaline qui présageait la tempête. Compte tenu du taux élevé d'analphabètes dans le Sud et surtout parmi les femmes de ses villages et hameaux, Mme McCurry s'est étonnée de trouver, dans les archives des Etats et du ministre de la Guerre, autant de lettres collectives et vindicatives à l'égard des planteurs et des politiciens qui étaient les responsables des sécessions. Elle s'est également demandée comment des femmes qui, deux ans auparavant, vquaient uniquement à leurs occupations domestiques, trouvèrent le temps, l'énergie ainsi que les moyens de s'organiser et parfois d'accomplir de

---

<sup>67</sup> Ramsdell, *Behind the Lines*, pp. 24-25.

<sup>68</sup> Escott, *After Secession*, pp. 107-8, 129 ; Rowland, *Jefferson Davis : Constitutionnalist : His letters, papers and speeches*, p. 468 ; *O.R. S.* 4, vol. 3, pp. 644-45, 653-54.

longues marches vers des lieux de réunion. Il est probable que quelques-unes d'entre elles se dévouaient pour sillonner la région afin d'y récolter un maximum de signatures. Le 9 octobre 1863 reste mémorable dans les archives de l'administration confédérée car, pour la première fois, elle réceptionnait une pétition signée par 500 femmes.

Peu de temps après, un autre groupe de 522 femmes de Rockingham (Caroline du Nord) signaient une pétition analogue intitulée « Protestations contre l'exploitation des pauvres par les planteurs. » En substance, celle-ci disait : « *Les planteurs avaient promis à nos époux, frères, pères et fils de nous aider s'ils s'engageaient. Maintenant, ils ignorent sciemment nos requêtes et nous abandonnent à la merci des spéculateurs qui monopolisent tout dans la région. Ce texte est la voix commune des femmes de Caroline du Nord, elles réclament l'intervention du chef de l'Exécutif pour que justice leur soit faite.* » Dans cette même pétition, ces femmes pressaient leur gouverneur d'obtenir des conditions de paix séparées avec le Nord<sup>69</sup>.

Ces deux manifestations secouèrent l'édifice politique sudiste car, avant la guerre, personne n'aurait imaginé que quelques centaines de pauvresses incultes puissent monter une telle organisation et se faire entendre aussi violemment. Le fossé devenait insubmersible entre ces femmes rustiques et les « garnitures de salon » qui fleurissent dans « Autant en Emporte le Vent » et dont les sollicitations visaient principalement au maintien de leur rang social. Plus pragmatiques, les pétitions populaires étaient systématiquement signées « *Les veuves et mères de soldats* » ou « *Les amies femmes, sœurs et filles de soldats.* » Rédigées sur un papier parfois très sommaire et avec une connaissance approximative de la grammaire, ces démarches populaires avaient au moins le mérite d'aller droit au but, tant dans l'exposé de leurs requêtes que dans leur hargne vis-à-vis des propriétaires d'esclaves. La plupart de ces lettres soulignaient avec force que leurs signataires n'avaient pas de Noirs pour les servir<sup>70</sup>.

Ne mélangeons pas les genres, ces allusions répétées aux esclaves ne recelaient aucun sentiment antiesclavagiste, elles visaient essentiellement à faire savoir que les signataires de ces requêtes n'avaient que leurs bras pour survivre.

La famine provoqua des émeutes dans quelques villes, d'abord à Atlanta (16 mars 1863) puis à Salisbury (Caroline du Nord) le jour suivant. Celles-ci et celles qui suivirent avaient une caractéristique commune : il ne s'agissait pas de manifestations spontanées, mais d'opérations pensées et organisées par des meneuses issues du prolétariat urbain. Mary Moore, l'organisatrice de l'émeute de Salisbury, justifia son action dans sa lettre à son gouverneur : « *Nous sommes séparées de nos hommes parce qu'ils combattent pour défendre les demeures et les propriétés des riches.* » La presse d'Atlanta et même les pouvoirs publics reconnurent que les émeutières étaient majoritairement des veuves et des épouses de soldats. Deux semaines plus tard, de nouveaux troubles éclatèrent à Mobile (Alabama), à Petersburg (Virginie) et à Macon (Géorgie). Ils étaient les prodromes de la « grande émeute du pain » qui secoua la capitale virginienne le 2 avril 1863<sup>71</sup>.

Ce jour-là, à Richmond, des ouvrières affamées et armées de hachoirs, de revolvers et de couteaux, remontent Main Street en direction de l'Hôtel de ville. D'autres indigents se joignent à elles et le défilé se transforme en une foule vociférante qui s'agglutine devant la demeure du gouverneur et le somme d'ordonner la mise en vente, dans des conditions accessibles à tous, du grain, de la viande et des légumes secs

---

<sup>69</sup> McCurry, *Confederate Reckoning*, pp. 168-71.

<sup>70</sup> McCurry, *Confederate Reckoning*, pp. 170-77.

<sup>71</sup> McCurry, *Confederate Reckoning*, pp. 180-84 ; *Atlanta Intelligencer*, 19, 20, 23, 26 mars 1863 ; *Atlanta Southern Confederacy*, 19, 20, 25 mars 1863 ; *Augusta Chronicles and Sentinel*, 5 avril 1863 ; *Richmond Daily Examiner*, 27 mars, 4 et 24 avril 1863 ; *Jackson Daily Southern Crisis*, 24 mars 1863 ; *Athens Southern Watchman*, 8 avril 1863 ; *Atlanta Southern Confederacy*, 19 mars et 6 avril 1863 ; *Carolina Watchman*, 23 mars 1863 ; Faust, *Confederate Nationalism*, pp. 54-55.

entreposés chez les gros commerçants de la ville. Comme le maire ne se risque pas à parlementer, les émeutiers fracassent les portes de plusieurs spéculateurs notoires et s'emparent de leurs stocks, principalement de sacs de farine, de mélasse et de sel.



**Richmond, Main Street à l'époque de l'émeute du pain. (National Archives)**



**Richmond pendant la guerre. (National Archives)**

D'après Sallie Brock-Putnam, « *cette populace répugnante se composait d'Irlandais, de Hollandais et de Nègres affranchis (...)* Jamais des vols ne furent commis au grand jour avec autant d'insolence et de provocation dans Richmond (...) On ne peut nier que le manque de pain était prégnant à cette époque, mais ceux qui en souffraient réellement ne se trouvaient pas dans cette populace de truands et de viragos qui habitaient les quartiers de la ville où régnaient le désordre et la débauche. » La

situation se détériore au point que le président Davis intervient avec la garde mobile de la ville pour disperser la foule. Celle-ci ne se retire que quand il la menace d'ouvrir le feu. Ensuite de l'émeute de Richmond, la police identifia 44 femmes et 29 hommes que la Justice condamna sévèrement. L'instigatrice de cette affaire était une certaine Mary Jackson. Depuis le 22 mars 1863, elle avait tenu des réunions secrètes dans le temple baptiste du Belvédère à Richmond afin de préparer leur grande manifestation.

Au cours d'avril 1863, d'autres émeutes éclatent à Augusta, Milledgeville et Columbus, en Géorgie. Début 1864, cet Etat connaît de nouveaux troubles à Savannah, à St. Lucah et dans le comté de Monroe où une quarantaine de femmes armées jusqu'aux dents pillent un chargement de vêtements, qui sortait d'une manufacture. Les autorités avaient pourtant été prévenues car les femmes de St. Lucah avaient inséré un libelle dans le *Countryman* de Turnwold (Géorgie) du 3 mai 1864 : « *Nous souffrons et nous manquons de provisions et de vêtements pendant que nos époux combattent pour les riches qui restent chez eux et spéculent sur notre dos.* » Si les choses ne changeaient pas, « *nos époux ne se contenteront pas de désertier, ils reviendront chez eux avec leurs armes et alors ce sera pire qu'à Bunker Hill.* » Niant aux femmes la capacité d'organiser de telles manifestations, l'*Examiner* de Richmond prétendit qu'elles étaient l'œuvre de trublions yankees qui s'étaient introduits dans le Sud<sup>72</sup>.

Dans son discours du 10 avril 1863, Jefferson Davis se sentit dans l'obligation de réagir vis-à-vis de ces manifestations et il exhorta les planteurs à substituer des cultures d'utilité publique à celle du coton. Sa démarche n'était pas exempte de calculs car il se souciait davantage de l'approvisionnement de ses soldats que du sort de son prolétariat. Lors de sa tournée dans l'Ouest, en 1864, Davis ne pipa pas un mot sur la condition des femmes à l'arrière et ne s'adressa à elles que pour les exhorter à créer, dans leurs milieux respectifs, une engeance réprobatrice vis-à-vis de ceux qui désertaient afin de les inciter à rester ou à retourner dans l'armée. Il ne formula pas une phrase de réconfort, pas un mot sur la situation critique des épouses et des veuves à l'arrière du front<sup>73</sup>. Que les émeutes du pain eussent ou non interpellé Davis, celle de Richmond déclencha un électrochoc au sein de son corps politique et le contraignit à créer des fonds d'aide et à organiser des collectes. Le 13 avril 1863, le maire de Richmond fit voter un budget de 20 000 \$ pour les familles nécessiteuses de sa ville et la création d'un marché contrôlé qui leur soit réservé<sup>74</sup>.

De tous azimut, les fortunes sudistes rugirent à la perspective de lois réglementant le commerce des aliments dans l'intérêt des déshérités. En séance du Congrès, le sénateur William L. Yancey hurla que la création de marchés réservés aux pauvres serait « *partiale et injuste parce qu'elle dissimulerait une réforme agraire et constituerait une discrimination en faveur des pauvres contre les riches.* » Joseph Addison, un journaliste géorgien très connu, s'attaqua à la notion d'extorsion et prétendit que la viande, les fruits et les légumes se négociaient en fonction des fluctuations du marché. Le *Daily Richmond Enquirer* des 13 et 20 octobre 1863 fustigea violemment toute immixtion du gouvernement dans la libre entreprise parce que celle-ci correspondait à la loi de l'offre et la demande. Ce journal reproduisit du reste la réflexion d'un parlementaire

---

<sup>72</sup> Thomas, *The Confederate State of Richmond : A Biography of the Capital*, pp. 119-21 ; Putnam, *Richmond during the War*, p. 208-9 ; Lack, *Law and Disorder in Confederate Atlanta*, pp. 171-95 ; McCurry, *Confederate Reckoning*, pp. 184-89 ; Faust, *Confederate Nationalism*, p. 52 ; Rable, *Women and the Crisis of Southern Nationalism*, pp. 108-111 ; Kimball, *The Bread Riot in Richmond, 1863*, pp. 149-54 ; Jones, *A Rebel War Clerk's Diary*, p. 286 ; Chesson, *Harlots or Heroines ? A New Look at the Richmond Bread Riot*, pp. 131-75.

<sup>73</sup> Rowland, *Jefferson Davis, Letters and Speeches*, vol. 6, pp. 359-60.

<sup>74</sup> Robinson, *Bitter Fruits of Bondage*, pp. 118-131, 184-87, 202-5 ; Moore, *Conscription and Conflicts in the Confederacy*, p. 70 ; Escott, *Poverty and Governmental Aid for the Poor in Confederate North Carolina*, pp. 462-80 ; Faust, *Confederate Nationalism*, p. 55 et *After Secession*, p. 128.

confédéré : « *Si le patriotisme contribue à l'intérêt général, l'appât du gain stimule davantage la circulation des articles de première nécessité.* »

La même année, le *Central Presbyterian* publia une série d'articles qui contestaient le bien-fondé des revendications populaires en matière d'extorsion et confortaient la « *justice intrinsèque* » et la « *suprême autorité* » du marché libre. Son argument principal résidait dans « *le droit du commerçant de vendre plus cher qu'en temps ordinaire.* » Outré par la manifestation pacifique d'ouvriers de Richmond, qui réclamaient une régulation du commerce de l'alimentation, le *Daily Richmond Enquirer* du 13 octobre 1863 interpréta cette démarche comme le prélude à de « *nouvelles émeutes populaires.* » La phrase qui clôturait le placet rédigé par ces manifestants contenait à la fois la substance de leurs revendications et l'intensité de leur hargne à l'égard de la minorité possédante : « *C'est le devoir de notre gouvernement de prendre soin de ceux qui sont dans la misère, pas de ceux qui sont riches*<sup>75</sup>. »

Quelques Etats et leurs journaux n'avaient pas attendu la « furia » féminine de Richmond pour réagir. En Géorgie, le *Milledgeville Confederate Union* du 20 janvier 1863 déverse sa bile sur la prétendue aristocratie cotonnière : « *Les planteurs de l'Alabama, de la Géorgie, de la Floride et des deux Carolines tiennent le destin de leurs compatriotes entre leurs mains. Nous avons le droit d'exiger de ces gens-là autant qu'ils ont profité de nous. S'ils ne plantent pas immédiatement du maïs, la sous-alimentation, la malnutrition et la défaite nous attendent (...) Ils sont tenus, non seulement de ravitailler nos armées, mais aussi d'aider notre petit peuple.* »

Ayant appris qu'en plus d'avoir secrètement stocké des céréales pour en tirer plus de profits, des gentlemen du Mississippi et de l'Arkansas avaient refusé d'aider des familles nécessiteuses, l'*Arkansas True Democrat* du 21 janvier 1863 les accuse carrément de sacrifier leur pays à leur avidité matérielle. Entre le 24 et le 31 mars 1863, Le *Milledgeville Confederate Union* de Géorgie voue à son tour aux gémonies les tenants de cette belle aristocratie sudiste : « *Les cris des affamés retentissent partout (...) Comme la guerre est faite par les pauvres pour les riches, ces derniers doivent les nourrir. Si la loi ne protège pas les familles des soldats, ceux-ci désertent pour les secourir et useront de la violence pour s'emparer des réserves que détiennent les riches.* » Dans sa proclamation du 16 mars 1863, le gouverneur John Shorter de l'Alabama exhorte ses planteurs à préférer la culture vivrière à celle du coton. Comme il n'avait pas les moyens légaux de les contraindre à participer à l'effort de guerre, les gentlemen en question persistèrent à planter ce qui leur rapportait le plus et à maintenir chez eux le fils, voire le gendre pour surveiller leurs esclaves et leurs récoltes<sup>76</sup>.

Pendant la campagne de Vicksburg (1863), le général confédéré John C. Pemberton submergea son ministre de la Guerre de rapports fustigeant l'attitude des grands propriétaires terriens qui préféraient négocier leurs récoltes avec les généraux nordistes. L'historien Armstead L. Robinson a conforté les doléances de Pemberton par une pléthore de courriers privés et administratifs qui stigmatisaient la vénalité de l'élite sudiste de l'Arkansas et du Mississippi, une vénalité d'autant plus odieuse qu'elle consistait à traiter avec l'ennemi tout en faisant grimper les enchères derrière leurs propres lignes<sup>77</sup>.

Le 25 mars 1863, soit neuf jours après l'émeute d'Atlanta, le gouverneur Joseph Brown de Géorgie convainquit ses chambres de voter une loi obligeant leurs planteurs à subvenir aux besoins des épouses de soldats et à réserver une quotité de leurs terres aux

---

<sup>75</sup> Yancey, *Speeches in the Senate of the Confederate States, 1862*, p. 52 ; Ramsdell, *Behind the Lines*, pp. 22-23 ; Faust, *Confederate Nationalism*, pp. 55-57 ; *Daily Richmond Enquirer*, 13 octobre 1863.

<sup>76</sup> Robinson, *Bitter Fruits of Bondage*, p. 203.

<sup>77</sup> Ramsdell, *Behind the Lines*, pp. 57-60 ; Robinson, *Bitter Fruits of Bondage*, pp. 203-5 ; O.R. S. 1, vol. 24-pt.2, pp. 505-6 ; Pemberton à Seddon, 22 janvier et 8 avril 1863 et J. Johnston à Jefferson Davis, 9 janvier 1863, National Archives.

cultures vivrières. Après l'émeute d'Atlanta et jusqu'à la fin de la guerre, son corps législatif accorda des crédits au soutien des familles pauvres dont l'homme servait dans l'armée. Brown servit de modèle à ses confrères car d'autres Etats, notamment le Mississippi et la Caroline du Nord, le suivirent dans cette voie qui bouleversait les habitudes car c'était la première fois que l'administration d'un Etat se substituait à celle de ses comtés pour résoudre des problèmes sociaux. Désormais, le gouverneur imposait à chaque comté de constituer un comité chargé de gérer les secours en argent et en biens périssables, et de nommer un agent comptable de leur répartition dans chaque district. Dans la plupart de ces Etats, ces secours donnaient la priorité aux épouses de soldats au front, les autres cas passaient au second plan, y compris les veuves de guerre parce que leur défunt mari ne risquait plus de désertir (sic) ! D'après le courrier émanant de nombreux comtés, les décisions prises par les gouverneurs se délitèrent souvent en raison de la désorganisation et de l'inefficacité de leur bureaucratie<sup>78</sup>.

La loi dite *Tax in Kind* (taxe en nature) engrangea quelques résultats dans le domaine des ressources alimentaires. Votée en avril 1863 par le Parlement confédéré, elle autorisa les services gouvernementaux à saisir 10 % des récoltes à des prix nettement inférieurs à ceux du marché. Au départ, le Congrès avait édicté cette loi pour garantir l'approvisionnement de ses soldats sans devoir le subordonner au marché de l'offre et de la demande. Davis désigna un certain Larkin Smith pour administrer cette taxe. Dans chaque Etat, un contrôleur en chef assisté d'un adjoint par district assuraient son application. Le ministère des Finances nomma 1 440 acheteurs pour évaluer les récoltes des particuliers et 2 965 agents pour prendre possession des quotes-parts de l'Etat. Comme ces postes préservaient leurs bénéficiaires de la conscription, on imagine aisément l'influence du « copinage » dans la désignation de ces agents.

D'après son rapport du 19 janvier 1864, Larkin Smith aurait acquis pour 5 190 000 \$ de vivres entre juillet et novembre 1863. Si ce prélèvement de 10 % des récoltes à des taux au-dessous du marché était relativement tolérable pour les gros propriétaires terriens, il laminait les petites fermes. Comme l'application de la taxe en nature sevrera les comtés et les Etats des moyens de pallier la misère et les famines locales, les gouverneurs harcelèrent Richmond pour que leurs concitoyens puissent récupérer une partie de ce que l'office de la taxe en nature avait prélevé chez eux<sup>79</sup>.

Le ministre de la Guerre s'opposa immédiatement à cette requête dans laquelle il subodorait une manœuvre visant à favoriser les civils au détriment de son armée. Le 27 novembre 1863, après maintes palabres, il consent à des dérogations dans des cas spécifiques, notamment dans deux comtés particulièrement éprouvés en Caroline du Nord. Pour que l'exception ne se mue pas en règle, il prescrit aux officiers responsables de la collecte de la taxe en nature, de procéder à une enquête préliminaire pour s'assurer que les vivres qu'ils restitueront soient alloués aux démunis d'une région spécifique et n'empruntent pas des voies détournées servant les intérêts des spéculateurs et des sangsues de l'intelligentsia. Au cours du dernier trimestre 1864, par exemple, l'agent chargé de la taxe en nature en Alabama lui rétrocéda 10 000 boisseaux de maïs à leur prix coûtant. Dans le meilleur des cas, les comtés en difficulté ne pouvaient récupérer qu'une partie des récoltes prélevées par l'administration de la taxe en nature. En conséquence, ce cercle vicieux obéra systématiquement les comtés pauvres qui

---

<sup>78</sup> Faust, *Confederate Nation*, p. 55 ; Candler, *Confederate Records of the State of Georgia*, vol. 2, pp. 367-95 ; Escott, *Problem of Poverty in the Confederacy*, pp. 65, 69 et *Poverty and Government Aid*, pp. 462-80 ; McCurry, *Confederate Reckoning*, pp.197-202, 210-12.

<sup>79</sup> O.R. S. 4, vol. 2, pp. 863-64, 875-77 ; Matthews, *Statutes at Large, 3<sup>rd</sup> session, 1<sup>st</sup> Congress*, pp. 115-26 ; Van Riper-Schreiber, *The Confederate Civil Service*, pp. 454-57 ; Escott, *Cry of the Sufferers*, p. 235 ; *Communications from the Secretary of War, January 19, 1864 : Report by the Assistant Quartermaster General in charge of the tax-in-kind*, p. 4 ; McCurry, *Confederate Reckoning*, p. 167.

comptaient peu de grosses fermes. Il est impossible d'estimer quantitativement ces rétrocessions parce que tous les documents y afférant ont été perdus<sup>80</sup>.

La désintégration progressive des armées confédérées força Richmond à concentrer ses efforts sur leur subsistance au détriment des petits agriculteurs. En février 1864, le Congrès confédéré autorisa ses généraux à s'approprier à bas prix la moitié de la récolte annuelle des fermes qui se trouvaient sur leur passage. Documents à l'appui, Paul Escott démontre qu'en dépit des limites fixées par le Congrès, les généraux réquisitionnèrent de plus en plus systématiquement, non pas la moitié mais les deux tiers des récoltes engrangées par les paysans. Comme le coton ne se mangeait pas, les grands propriétaires qui persistaient à en planter en dépit de la loi ne subirent donc pas les désagréments de ceux qui contribuaient bon gré mal gré à l'effort de guerre national. Même dans ce domaine, les propriétaires d'esclaves échappaient encore une fois à la tragédie qui broyait ceux qui n'en possédaient pas<sup>81</sup>.

L'acte du 1<sup>er</sup> mai 1863, qui exempta certains hommes du service armé dans des conditions précises, fut une autre tentative du gouvernement confédéré de montrer qu'il voulait alléger les souffrances des familles dans la détresse. Une clause de cet acte stipulait que l'officier chargé de la conscription pouvait ne pas l'appliquer « *dans les districts (...) qui manquaient d'hommes ou d'esclaves pour les semailles et la moisson du grain.* » Le 17 février 1864, Richmond accepta de faire marquer distinctivement et d'exclure du circuit commercial les victuailles destinées aux familles démunies. Afin d'apaiser le mécontentement vis-à-vis de la loi qui dispensait du service armé les contremaîtres et les propriétaires de vingt esclaves, le Congrès les obligea théoriquement à délivrer aux autorités locales ou gouvernementales et à des prix inférieurs à ceux du marché, 50 kilos de bacon et 50 kilos de bœuf par esclave qu'ils surveillaient. En vertu de l'Ordre général n°69 du 27 août 1864, qui régissait les modalités d'application de cette loi, les commissaires à l'Approvisionnement de l'armée étaient désormais tenus de ne pas réquisitionner plus de la moitié des récoltes des paysans qui consentaient à brader l'autre moitié à des institutions caritatives. D'après les archives de l'administration de la taxe en nature, ces agriculteurs furent peu nombreux parce qu'ils manquaient de bras pour cultiver de grandes superficies et parce que les planteurs de coton n'entraient pas dans cette catégorie<sup>82</sup>.

Cette pusillanimité du gouvernement dans un domaine aussi crucial que la famine de sa population découlait en quelque sorte de la Constitution confédérée qui réservait à chacun de ses Etats le droit de gérer ses affaires internes. Ce droit était déterminé par la Constitution depuis l'indépendance des Etats-Unis et n'avait rien de commun avec les prétendus « droits des Etats sudistes » à étendre l'esclavage dans les nouveaux Etats et Territoires organisés.

Dans les agglomérations, de plus en plus de réfugiés recouraient à la mendicité pour survivre. A Richmond, le clerc John B. Jones évoque cette misère dans son journal intime : « *Beaucoup de ces gens ressemblent à des vagabonds (...) Certains sont vêtus de guenilles, d'autres ont le visage émacié par la faim*<sup>83</sup>. » Le consul Alfred Paul confirme le propos de Jones : « *Il s'agit de femmes avec leurs enfants, de veuves et de femmes seules qui ont abandonné leur terre au départ du chef de famille ou ont fui les*

---

<sup>80</sup> *Confederate States War Department : Communications from the Secretary of War (transmitting a report by Ass. Q.M. General in charge of the tax-in-kind, Larkin Smith), January 19, 1864. Library of Congress, « Instructions to be observed by officers and agents receiving the tax in kind », March 29, 1864, in Escott, After Secession, pp. 141-42 ; Ramsdell, Behind the Lines, pp. 25-26.*

<sup>81</sup> *General Orders n°39, 24 March 1864, in Escott, Cry of the Sufferers, pp. 229, 237.*

<sup>82</sup> *Matthews, Statutes at Large of the Confederate States of America, 3<sup>rd</sup> session, pp. 158-9 et 4<sup>th</sup> session 1<sup>st</sup> Congress, 1863-64, pp. 211-15 ; Escott, Cry of the Sufferers, p. 234.*

<sup>83</sup> *Jones, A Rebel War-Clerk's Diary, p. 200.*

*combats, de vieillards désemparés, beaucoup de blessés de guerre désœuvrés qui sombrent dans l'alcool. C'est toute une humanité qui vit dans le dénuement le plus complet, au milieu de détritiques et d'odeurs fétides et qui n'est pas forcément la bienvenue, ne serait-ce que parce que les habitants de Richmond redoutent les épidémies qu'elle peut véhiculer. Ce peuple indigent subit l'inflation de plein fouet et ne trouve pas à se fournir en produits indispensables<sup>84</sup>. »*

Dans le présent article, nous nous référons peu au livre de Margaret E. Massey, *Refugee Life in the Confederacy*, (1964), parce qu'il contient des faits et des observations concernant les tensions entre les pauvres et les nantis de la Confédération, dont la répétition n'apporterait rien à tous ceux que nous produisons déjà dans ce texte. Les péripéties de familles sudistes fortunées au cours de leur migration vers des régions éloignées des combats ont fait l'objet de nombreux ouvrages inintéressants car ils se focalisent sur les petits déboires de familles qui possédaient des moyens financiers nettement supérieurs à ceux des *Poor Whites*. Le livre de Mme Massey tranche avec ces considérations égotistes parce qu'il brosse un tableau extrêmement vivant et diversifié des expériences vécues par des gens dont les motivations et les ressources différaient considérablement. Les récits contenus dans ce livre évoquent un vieux proverbe indien qui dit que lorsque le feu dévore la prairie, le prédateur et sa proie le fuient côte à côte.

« *Il n'y eut pas de réfugiés typiques au cours de la guerre,* » écrit Mme Massey, « *leurs moyens financiers, leurs relations avec d'autres personnes dans d'autres Etats et leurs facultés d'adaptation les différenciaient considérablement.* » Son ouvrage ne concerne aucun Etat en particulier et ne s'attarde pas sur l'incidence d'une grande bataille sur une l'une ou l'autre ville ou bourgade. Quoiqu'elle se focalise sur les migrations de la population sudiste, Mme Massey ne néglige pas l'exode des civils unionistes de la Confédération, qui abandonnèrent tout pour se protéger des représailles locales. L'auteur observe que des familles sudistes émigrèrent aussi dans d'autres Etats pour éloigner un fils, un frère ou un père de la conscription. En quittant leur comté et en adoptant un mode de vie itinérant, ces hommes échappaient plus aisément à l'emprise des autorités militaires.

Sur les grands axes routiers qu'arpentaient les flux de réfugiés, les classes sociales se distinguaient immédiatement. Au cœur des *Poor Whites* amaigris et en haillons, comme les décrit le consul Alfred Paul, trônaient les réfugiés de la société nantie, qui emmenaient leurs esclaves, leurs pianos, leurs ustensiles de cuisine, leurs fourneaux, leur argenterie, du mobilier, leurs tableaux, des coffres pleins de vêtements et de livres. Les péripéties de leur exode contraignaient parfois ces « délicates » personnes à s'arrêter dans un village et à s'accommoder d'une rusticité qui les aurait écoeurées dans un passé récent. Mme Massey note que des villes comme Petersburg, Atlanta et Fredericksburg dressèrent des villages de tentes à l'extérieur de leur agglomération pour empêcher les réfugiés de s'y répandre. D'après les témoignages, ces tentes consistaient souvent en de vieilles couvertures tendues sur des piquets. La répulsion, que les autorités citadines sudistes nourrissaient à l'égard des réfugiés, visait surtout la masse des pauvres par crainte de contracter une épidémie. Ils étaient accueillis du bout des lèvres dans les églises, mais leurs enfants n'étaient pas admis dans les écoles locales.

Dans la campagne près des villes, on rencontrait des malheureux qui fouillaient le sol où l'armée était passée dans l'espoir d'y grappiller des restes de nourriture ou du maïs à moitié rongé par les chevaux. D'autres quadrillaient inlassablement les sites où les armées s'étaient affrontées pour y ramasser des balles en plomb qu'ils échangeaient contre un peu de victuailles au service de l'Ordonnance le plus proche<sup>85</sup>.

---

<sup>84</sup> Sainlaude, *Alfred Paul, un diplomate français*, p. 75.

<sup>85</sup> Andrews, *Wartime Journal of a Georgia Girl*, p. 38 ; Gay, *Life in Dixie during the War*, p. 248.



Réfugiés sudistes, extraits du *Harper's Weekly*.



Réfugiés sudistes. (Library of Congress)

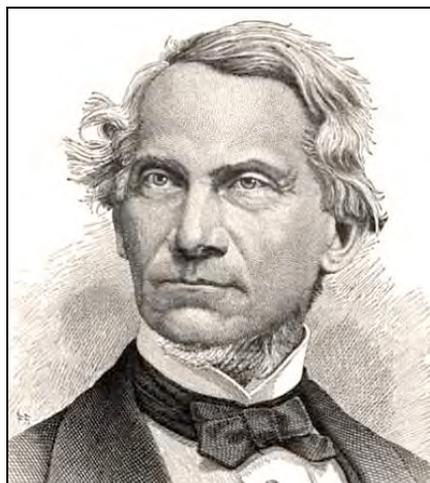


Le dernier train de réfugiés quitte Atlanta avant l'arrivée de Sherman. (National Archives)

C'est dans les régions proches des opérations militaires que la disette sévissait le plus. En entrant en Géorgie, le général Sherman annonça qu'il entendait bien la faire hurler et, après son passage, on pouvait encore entendre les cris de souffrance des pauvres gens. Nous disons bien « des pauvres gens » car, après la guerre, il apparut que les grandes familles de cet Etat s'en sortirent assez bien. Beaucoup de plantations incendiées le furent parce que leurs occupants avaient vidé les lieux pour rejoindre les lignes confédérées. Ces demeures subirent également les outrages de soldats sudistes en retraite<sup>86</sup>.

<sup>86</sup> Kenneth, *Marching through Georgia*, passim.

En effet, il était de bon ton de répéter que le Nordiste était un pur barbare et d'oblitérer les pillages auxquels la soldatesque rebelle se livrait sur son propre sol, pillages que les parlementaires et les journaux confédérés commentèrent avec véhémence. Dans son éditorial d'août 1862, déjà, l'*Enquirer* de Richmond stigmatise le comportement de sa propre armée : « *Les Yankees ne peuvent pas nous faire plus de mal que nos propres soldats.* » Le même mois, William R. Ashton, un dignitaire de Virginie, décrivit au président Davis le comportement scandaleux de l'armée de R.E. Lee : « *Ses soldats ruinent nos récoltes, abattent notre bétail et brûlent nos clôtures pour leurs feux de camp (...)* La région tout entière a été dévastée et elle n'aurait pas pu l'être davantage si nos troupes avaient été expressément envoyées pour tout détruire. » Outré par la conduite des soldats confédérés en Géorgie, le gouverneur Brown adressa une note « musclée » au président Davis le 18 février 1863 : « *Si cela continue, la rébellion (déserteurs sudistes) dans cette région prendra encore plus d'ampleur et les soldats en service désertent pour venir protéger leur famille.* » Le maraudage des troupes confédérées sur leur propre sol ravagea à ce point le département du Trans-Mississippi, que le général Edmund Kirby Smith ordonna d'exécuter sur place n'importe lequel de ses hommes surpris en train de piller des civils. Et Paul Escott de commenter que si les armées confédérées n'avaient pas ruiné et souvent maltraité les paysans qui se trouvaient sur leur chemin, elles n'auraient jamais tenu quatre ans<sup>87</sup>.



**C. Memminger, ministre des Finances de la Confédération de 1861 à 1864.**

La paupérisation progressive du prolétariat et de la petite paysannerie sudistes ainsi que leurs ressentiments vis-à-vis des planteurs déterminèrent le pourcentage, à ce jour insurpassé, de désertions dans une armée occidentale. Les données qui suivent ne supportent ni critiques ni contestations puisqu'elles sont essentiellement issues des archives du ministère confédéré de la Guerre. En outre, ces données sont incomplètes car plusieurs dizaines de milliers de soldats rebelles prirent le large sans attendre la reddition de leurs ultimes foyers de résistance. En 1862, six mois après l'adoption de la loi sur la conscription, il ne restait que 224 000 hommes en service dans une armée qui devait en aligner 327 000. Le ministre de la Guerre prescrivit alors le recours à la violence, s'il le fallait, pour enrôler les hommes en âge de porter les armes<sup>88</sup>.

Ces mesures portèrent leurs fruits car, en avril 1863, l'armée rebelle comptabilisait 360 000 hommes présents sur les 498 000 qui auraient dû se trouver sous ses drapeaux.

<sup>87</sup> Escott, *After Secession*, pp. 108-10 ; Candler, *Confederate Records of Georgia*, vol. 3, p. 328 ; Noirsain, *Confédération sudiste*, pp. 210-15 ; *O.R. S. 4*, vol. 2, pp. 839-40, 1061-62 ; *General Orders n°6, H.Q. Eastern Sub-district Texas, 2 mars 1863*, in Robinson, *Bitter Fruits of Bondage*, pp. 229-35.

<sup>88</sup> *O.R. S. 4*, vol. 1, pp. 822, 1176 ; vol. 2, pp. 7, 97-98 ; *G. Randolph to Jefferson Davis*, 3 septembre 1862, in RG 109, NA. Microcopy M 523, Roll 1, pp. 59-60.

D'après les relevés confédérés, leurs effectifs recommencèrent à fondre dès le printemps 1863 jusqu'à la fin de la guerre tandis que les bandes de déserteurs et de réfractaires au service obligatoire fleurissaient partout dans le Sud. Les défaites de Vicksburg et de Gettysburg sapèrent le moral de ceux qui se trouvaient encore dans les rangs et accentuèrent le flot des désertions. Dans une communication interne datée du 25 juillet 1863, l'assistant du ministre de la Guerre estima que de 40 000 à 50 000 de leurs hommes avaient quitté les rangs sans autorisation et que 100 000 de plus avaient carrément déserté. Le 26 novembre 1863, le ministre de la Guerre Seddon avertit Davis qu'approximativement la moitié de leurs troupes se trouvait sous les drapeaux et qu'un tiers de l'autre moitié consistait essentiellement en déserteurs caractérisés. Fin 1863, les registres des forces rebelles établissent que, sur les 359 000 hommes figurant encore sur leurs rôles, seuls 123 000 étaient physiquement présents. En 1865, les armées confédérées accusent un déficit de 233 000 soldats, soit la différence entre les 359 000 qui étaient inscrits sur leurs rôles et les 126 000 qui n'avaient pas pris le large<sup>89</sup>.

Après examen des rôles des principales armées confédérées, le professeur Ella Lonn et les historiens Bell I. Wiley et Paul Escott confirment que la majorité de leurs déserteurs provenaient des classes laborieuses parce que les vraies causes du conflit et le comportement des grands cotonniers les avaient écoeurés. Escott estime que la Confédération perdit tout espoir de se faire reconnaître comme une nation lorsque les braves gens qui lui servaient de chair à canon en eurent marre de défendre les intérêts et les projets de la minorité qui se focalisait sur l'extension de l'esclavage<sup>90</sup>.

En plus de tout ce qui a été évoqué, l'érosion du dollar confédéré précipita la détérioration des conditions de vie de la population. Il est impossible d'estimer le nombre de billets de banque mis en circulation par le Trésor confédéré et, même si nous le connaissions, cette donnée ne serait que partielle. Au cours de la guerre, les billets émis par les banques privées et les Etats s'insinuèrent dans les transactions ordinaires au même titre que les billets émis par Richmond. La meilleure approche de l'inflation au sein de la Confédération est de suivre la dévaluation de son dollar.

D'après John C. Schwab, le prix du « panier de la ménagère » sudiste, contenant du sucre, de la mélasse, de la viande, des céréales et du tabac, fluctua comme suit :

1861 : de 110 à 184 \$
1862 : de 184 à 303 \$
1863 : de 303 à 164 \$
1864 : de 164 à 221 \$

La chute provisoire du coût du panier de la ménagère en 1863 correspondit peut-être aux lendemains qui suivirent la défaite fédérale à Fredericksburg (décembre 1862). Quant au 3<sup>e</sup> trimestre 1864, il connut un pic de 358 \$. Le 1<sup>er</sup> trimestre de 1865 n'est pas affiché car la progression des armées fédérales engendra le chaos dans la circulation des biens de consommation au sein de ce qui restait de la Confédération. Il est à noter que, dans ce tableau, Schwab a procédé à une moyenne tenant compte de la situation dans les régions occupées par les Fédéraux où l'approvisionnement en vivres ne posait pas de vrais problèmes, surtout dans les villages éloignés des centres urbains et des camps militaires. D'autres témoignages, de civils et de forceurs de blocus, contribuent à

---

<sup>89</sup> O.R. S. 4, vol. 2, pp. 530, 607-8, 674, 995, 1073 ; vol. 3, pp. 520, 644-45, 653-54, 1182 ; Lonn, *Desertions during the Civil War*, pp. 25-27 ; Kreidberg & Merton, *History of Military Mobilization in the US Army, 1775-1945*, p. 95 ; Long, *The Civil War Day by Day*, p. 706.

<sup>90</sup> Lonn, *Desertion*, pp. 123-24 ; Wiley, *Johnny Reb*, pp. 145-46 ; Escott, *After Secession*, pp. 127-28.

mesurer l'inflation de l'alimentation basique par rapport à la solde mensuelle d'un soldat (11 \$) ou le salaire mensuel d'une ouvrière dans une manufacture (20 à 30 \$).

Les informations qui suivent ne tiennent pas compte des particularités régionales et des opérations en cours. De 1862 à 1865, dans les régions privilégiées, un poulet passe de 0,20 à 4,50 \$ ; la douzaine d'œufs de 0,15 à 4,05 \$ ; le kilo de bœuf de 0,26 à 6,80 \$. En 1863, à Chattanooga (Tennessee), un boisseau de patates se négociait à 15 \$ et 12 oignons à 3,5 \$. Le tableau repris ci-après montre qu'à Richmond à la même époque, les prix (en dollars) atteignent des pics inaccessibles aux citoyens ordinaires<sup>91</sup>.

1 kg de beurre : .....	24	1 baril de farine de blé : .....	50
1 livre de café : .....	8	1 kg de bacon : .....	15
1 livre de thé : .....	500	1 paire de chaussures : .....	50 à 60
1 gigot d'agneau : .....	20	1 paire de bottes : .....	200
1 kilo de sel : .....	15	1 stère de bois de chauffe : .....	25
1 dinde : .....	100	30 gr de quinine : .....	600

## **EVOLUTION DU DOLLAR CONFEDERE PAR RAPPORT A SA CONTRE-VALEUR EN OR**

(San José State University Department of Economics)

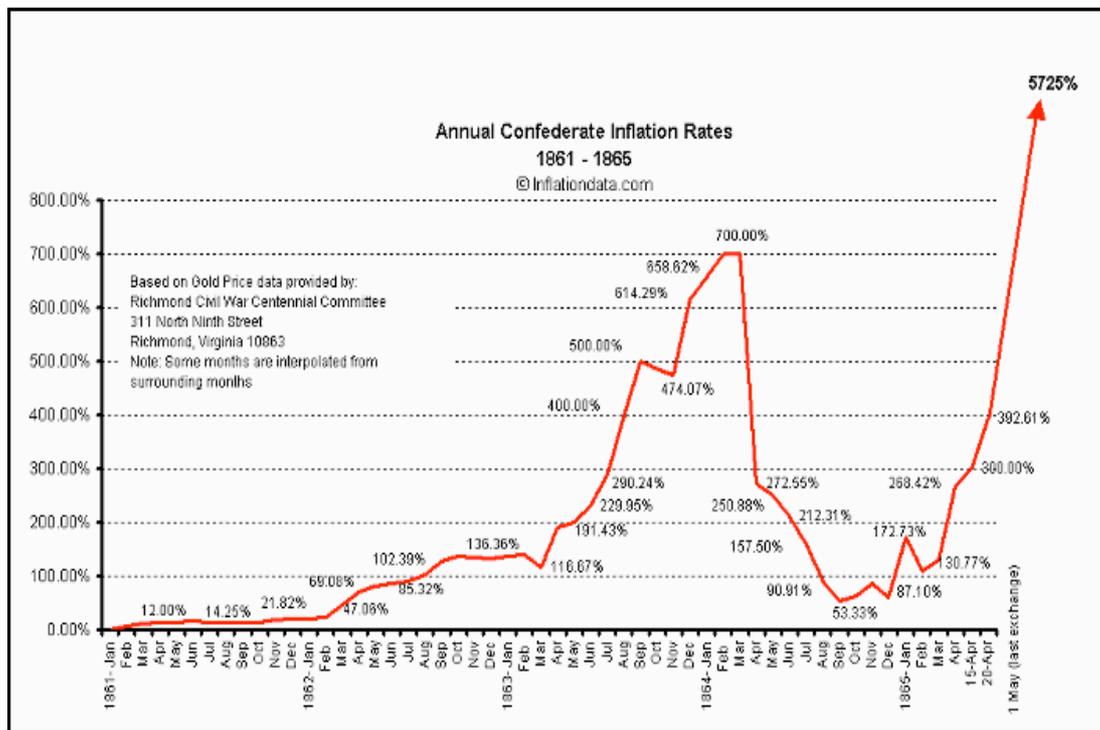
Entre octobre 1861 et mars 1864, l'index des prix à la consommation grimpa à raison de 10 % par mois. Lorsque la guerre prit fin, en avril 1865, le coût de la vie dans les Etats confédérés avait augmenté de 92 fois ce qu'il était à la veille du conflit. Cette inflation résulta de la surabondance de billets de banque mis en circulation par le gouvernement confédéré, et eut, sur la hausse des prix à la consommation, un impact qui se confirma en 1864 lorsque le gouvernement réduisit le nombre de billets en circulation.

En février 1864, le gouvernement confédéré décréta une réforme monétaire qui consistait à convertir, en bons de l'Etat portant un intérêt de 4 %, tous les billets de banque d'une valeur faciale supérieure à 5 \$. Les billets non rentrés au 1<sup>er</sup> avril 1864 furent échangés à raison de trois anciens pour un nouveau. Avant l'application de cette réforme, les gens dépensèrent beaucoup et les prix grimpèrent de 23 % en un seul mois. Lorsque la période d'échange prit fin, en mai 1864, le nombre de billets en circulation avait été réduit de 30 %.

D'après l'économiste Eugène Lerner, « *la réduction du nombre de billets contribua à faire régresser le coût de la vie dans la Confédération malgré l'invasion des armées nordistes, la sclérose du commerce extérieur, la désorganisation du gouvernement confédéré et la démoralisation de ses armées.* » La vertigineuse dévaluation des billets confédérés, fin avril et début mai 1865, ne résulta pas de la mise en circulation des nouveaux billets, mais de la crainte populaire que ceux-ci perdissent toute valeur à l'issue de la guerre.

La méthode utilisée par l'Université San José consiste à créer un index égal à 100 au 1<sup>er</sup> janvier 1861, et qui se modifie au 1<sup>er</sup> de chaque mois qui suit. Certains mois mentionnaient déjà une inflation en date du 15 alors que des informations ne furent pas obtenues pour d'autres mois. Afin de déterminer approximativement l'inflation mensuelle, il fallait déterminer un chiffre au début de chaque mois. Dans certains cas, comme pour le 1<sup>er</sup> juin 1862, l'auteur du graphique repris ci-après a été forcé d'extrapoler l'évolution des prix entre le 15 mai à 1,95 \$ et le 15 juin à 2 \$.

<sup>91</sup> Ramsdell, *Behind the Lines*, p. 75 ; Noirsain, *Confédération sudiste, Mythes et Réalités*, pp. 64, 196.



**Pour éviter toute confusion dans le tableau ci-après, nous avons substitué la virgule au point qui, aux Etats-Unis, précède les décimales.**

Date	1861	1862	1863	1864	1865
1-Jan	\$1,00				\$60,00
1-Feb		\$1,25	\$3,00		
15-Feb		\$1,40	\$3,10		\$50,00
1-Mar		\$1,50	\$3,25	\$26,00	
15-Mar		\$1,65	\$5,00		
1-Apr		\$1,75		\$19,00	\$70,00
15-Apr		\$1,80			\$80,00
20-Apr					\$100,00
1-May	\$1,05	\$1,90		\$20,00	\$1.200,00 (dernier change)
15-May		\$1,95	\$6,00		
1-Jun			\$6,50		
15-Jun		\$2,00	\$7,50		
1-Jul			\$8,00		
15-Jul			\$10,00		
1-Aug		\$2,20			
15-Aug			\$15,00	\$21,00	
1-Sep		\$2,50			
15-Sep				\$23,00	
1-Oct	\$1,10				
15-Oct	\$1,12			\$25,00	
1-Nov					
15-Nov	\$1,15		\$15,50	\$29,00	
1-Dec	\$1,20			\$32,00	
15-Dec			\$21,00	\$51,00	

Le coût des marchandises variait aussi en fonction de la région, de ses cultures et des activités militaires dont elle était le théâtre. L'abondance de bovins au Texas, sa frontière avec le Mexique et l'incapacité des troupes unionistes à occuper cet Etat avant 1865 le préservèrent de la famine. Dans l'Est, le café, par exemple, devint rapidement un produit de luxe et les gens comptaient les grains qui devaient correspondre à une

tasse, en général très petite. En revanche, les céréales réapparurent en suffisance dans les quelques régions où elles se substituèrent au coton. Si celui-ci était de « l'or blanc » pour les forceurs de blocus, les planteurs de l'hinterland le négociaient dans des conditions nettement moins favorables qu'en 1860 car, dans le Sud, sa valeur s'effondrait pendant qu'il s'entassait sur des docks ou dans des entrepôts en attendant de trouver un navire dont les chances de forcer le blocus se réduisaient au fil du conflit.

Ces réflexions nous interpellent sur le rôle des facteurs socioéconomiques dans la débandade confédérée. Le gouvernement rebelle s'était créé une administration, une armée et un embryon de marine, mais il s'aliéna progressivement les couches populaires de sa population. Ce « front intérieur » se concrétisa militairement par l'enrôlement, dans l'armée fédérale, de dizaines de milliers de Sudistes dégoûtés par l'égoïsme de leur intelligentsia, et qui se moquaient éperdument de l'avenir de l'esclavage. Notons quelques chiffres qui illustrent notre propos.

Au cours du conflit, les armées de l'Union enrôlèrent un nombre stupéfiant de volontaires sudistes : 8 300 en Arkansas (13,8 % des forces rebelles levées dans cet Etat) ; 31 100 en Tennessee (23 % des forces rebelles levées dans cet Etat) ; 3 600 en Caroline du Nord (3 % des forces rebelles levées dans cet Etat) et 8,6 % des soldats levés en Floride servirent le Nord. La dissidence de la Virginie occidentale emporta 32 000 volontaires dans les rangs fédéraux. Ces chiffres ne tiennent pas compte des réfractaires à la conscription et des déserteurs qui combattirent les forces rebelles sans pour autant servir dans une armée unioniste<sup>92</sup>.

Charles W. Ramsdell, l'auteur de grands classiques sur la guerre civile, fustigea l'égoïsme de la classe possédante sudiste pendant le conflit (*Behind the Lines in the Southern Confederacy*, 1944). Se fondant sur les archives de l'armée confédérée et celles des anciens Etats rebelles, il écrivit qu'après avoir reçu des lettres de détresse de leur famille, « *les hommes commencèrent à quitter l'armée, avec ou sans autorisation (...) Les désertions se multiplièrent et les pauvres qui se trouvaient sous les drapeaux menacèrent de désertir en masse si rien n'était entrepris pour secourir leur famille.* » En 1924, le *Southern Oligarchy* de William H. Skaggs, démontra que la plupart des acteurs des sécessions ne sombrèrent pas dans le dénuement après Appomattox parce que le maintien de leur statut social exigeait une rapide réconciliation avec les affairistes nordistes qu'ils vouaient aux gémonies, quelque quatre ans plus tôt<sup>93</sup>.

Des historiens comme Rollin Osterweis (*The Myth of the Lost Cause*, 1973) ; William C. Davis (*The Cause Lost ; Myths and Realities of the Confederacy*, 1996) ; sans oublier *Dixie Betrayed* de David J. Eicher (2006) ont également insisté sur la fracture sociale qui s'opéra dans le Sud en 1862 lorsque la conscription obligea les *Poor Whites* à délaisser leur famille et à risquer leur vie pour promouvoir les intérêts de ceux qui avaient généré le conflit. Paul D. Escott résume parfaitement les tares de la société sudiste, qui concoururent à son annihilation : « *La progression et l'aggravation de la misère provoquèrent un ressentiment qui s'accrut au fil de la guerre, surtout dans les régions où les petits fermiers n'utilisaient pas d'esclaves. Ces gens prirent conscience de l'infériorité de leur classe sociale au fur et à mesure de la détérioration des moyens de subsistance de leurs familles.* »

Cet article ne fait qu'effleurer le fossé qui séparait la majorité des citoyens sudistes de la classe possédante et belliqueuse qui avait déclenché le conflit. Leurs intérêts n'étaient pas différents, ils étaient carrément antinomiques. L'historien virginien John

---

<sup>92</sup> Les sources produisant ces chiffres apparaissent dans *La Confédération, Mythes et Réalités* (S. Noirsain), pp. 242-253.

<sup>93</sup> Ramsdell, *Behind the Lines*, pp. 30-31.

D. Bohland extirpa des archives sudistes les pièces authentiques qui prouvent que, pendant 150 ans, des groupes comme les *Sons of Confederate Veterans* et les *Daughters of the Confederacy* imposèrent une image stéréotypée du Sud dans sa lutte contre le Nord et contrarièrent la diffusion des documents originaux qui contredisaient le mythe de l'unité sudiste dans l'adversité. Grâce au net, à la presse et même à des éditeurs sudistes, les mythes de la « Cause » et du « Noble Sud » ne résistent plus à l'analyse des écrits officiels et privés de ses chantres et des bégaiements de leurs descendants et de leurs admirateurs.

L'ouvrage récent *The Confederate & Neo-Confederate Reader* de James W. Loewen et Edward H. Sebesta est à cet égard un chef-d'œuvre de précision dans l'analyse de la « Cause sudiste » et de ses motivations. Dans ce livre, les deux historiens ne racontent rien, ils dépècent la « Cause » en reproduisant simplement les textes et les discours de ses grandes figures politiques et militaires et en les replaçant dans le contexte de leur époque. Pour consulter les critiques de cet ouvrage, voir notre article *Les Confédérés Sudistes 1900-2010, Nazis ou Gentlemen ?* Nous vous invitons aussi à parcourir, comme nous l'avons fait, quelques-uns des autres excellents ouvrages qui ont visité la descente aux enfers des victimes des matamores sudistes pendant leur guerre avec le Nord.

- *After Secession ; Jefferson Davis and the Failure of Confederate Nationalism*, de Paul D. Escott, Louisiana State University Press 1978. Voir plus particulièrement le chapitre IV : *The Quiet Rebellion of the Common People*, pp. 94-134.
- *The Creation of Confederate Nationalism, Ideology and Identity in the Civil War South*, de Drew G. Faust, Louisiana State University Press 1988. Cet ouvrage est abondamment cité dans notre article.
- *Confederate against the Confederacy*, de Jon L. Wakelyn, Praeger 2002. Son chapitre II : *Fears for the Future, Reluctant Confederates*, pp. 15-34, contient une excellente perspective des intérêts conflictuels opposant les *Poor Whites* aux planteurs.
- *This Mighty Scourge*, de James McPherson, Oxford University Press 2007. Son chapitre III : *The Confederacy : a House Divided*, pp. 43-50, analyse les conflits internes de la Confédération.
- *Bitter Fruits of Bondage ; the Demise of Slavery and the Collapse of the Confederacy, 1861-1865*, de Armstead L. Robinson, University of Virginia Press 2005. Voir plus particulièrement les chapitres III : *A People Contest ; Popular Disaffection in the Confederacy*, pp. 58-83 ; VIII : *Hostility of Class against Class*, pp. 189-219 ; IX : *A War Fought by the Weak*, pp. 220-247.

### Ouvrages cités dans les notes

- Amlud C.A., *Federalism on the Southern Confederacy*, Washington D.C. 1966.
- Andrews E.F., *Wartime Journal of a Georgia Girl*, New York, 1908.
- Bilbo W.N., *The past, present, and future of the Southern Confederacy, an oration delivered by, in the city of Nashville, Oct. 12, 1861*, Miami University Libraries.
- Bonham M., *The French Consuls in the Confederate States*, in « Studies in Southern History and Politics », New York, 1914 IV, pp. 83-107.
- Brock-Putnam S., *Richmond during the War*, New York, 1867.
- Candler A.D., *The Confederate Records of the State of Georgia*, vol. II et III, Atlanta, 1909.
- Carmignani P., *Que reste-t-il du Sud d'Antan ?* in « Magazine Littéraire », Paris, vol. 281, octobre 1990.
- Cary-Harrison C., *Recollections Grave and Gay*, New York 1911.

- Chesnut M., *A Diary from Dixie*, New York, 1905.
- Chesson M., *Harlots or Heroines ? A New Look at the Richmond Bread Riot*, in « Virginia Magazine of History and Biography », vol. XCII (April 1984).
- Communications from the Secretary of War, January 19, 1864 : Report by the Assistant Quartermaster General in charge of the tax-in-kind*, Library of Congress.
- Coulter E.M., *The Confederate States of America, 1861-1865*, Louisiana State University Press, 1950.
- Escott P.D., *Joseph E. Brown, Jefferson Davis and the Problem of Poverty in the Confederacy*, in « Georgia Historical Quarterly », vol. 51-1-1977.
- Ibid, *The Cry of the Sufferers, the Problem of Welfare in the Confederacy*, in « Civil War History », Kent State University Press, vol. 23-3-1977.
- Ibid, *After Secession ; Jefferson Davis and the Failure of Confederate Nationalism*, Louisiana State University Press, 1978.
- Ibid, *Poverty and Government Aid for the Poor in Confederate North Carolina*, in « North Carolina Historical Review », vol. 61, Octobre 1984.
- Evans E.N., *Judah P. Benjamin, the Jewish Confederate*, New York, 1988.
- Ezekiel H.T., & Lichtenstein G., *The History of the Jews of Richmond*, Richmond, 1917.
- Faust D.G., *Confederate Nationalism*, Louisiana State University Press, 1990.
- Finkelman P., *Defending Slavery, Proslavery Thought in the Old South*, New York, 2003.
- Fornell E.W., *Agitation in Texas for Reopening the Slave Trade*, in « Southwestern Historical Quarterly », vol. 60-2-1956.
- Forret J., *Slaves and Poor Whites in the Antebellum Southern Countryside*, Louisiana State University Press, 2010.
- Freehling W.F., *The South versus the South*, Oxford University Press, 2002.
- Fritz K.E., *Voices in the Storm, Confederate Rhetoric, 1861-1865*, University of North Texas Press, 1999.
- Gay M.A.H., *Life in Dixie during the War*, Atlanta, 1894.
- Hill L.B., *Joseph E. Brown and the Confederacy*, Chapel Hill, 1939.
- Johnson M.A., *Toward a Patriarchal Republic*, Louisiana State University Press, 1977.
- Jones J.B., *A Rebel War-Clerk's Diary*, New York, 1935.
- Journal of the Congress of the Confederate States*, vol. 3, Washington D.C., 1904.
- Kenneth L., *Marching through Georgia*, Harper-Collins, 1995.
- Kimball W.J., *The Bread Riot in Richmond, 1863*, in « Civil War History », vol. VII, 1961.
- Kreidberg A.M. & G.H. Merton, *History of Military Mobilization in the US Army, 1775-1945*, Washington D.C., 1955.
- Lack P.D., *Law and Disorder in Confederate Atlanta*, in « Georgia Historical Quarterly », LX (Summer), 1982).
- Lee C.R. Jr., *The Confederate Constitution*, Chapel Hill, 1963.
- Long E.B. et Barbara, *The Civil War Day by Day, an Almanach 1861-1865*, New York, 1971.
- Lonn E., *Desertion during the Civil War*, Gloucester, 1928.
- Ibid, *Salt as a Factor in the Confederacy*, University of Alabama Press, 1965.
- Lyle-Saxon E., *A Southern War Times Reminiscences*, Memphis, 1905.
- Massey M.E., *Refugee Life in the Confederacy*, Louisiana University Press, 1964.
- Matthews J., *Statutes at Large of the Confederate States of America, 1<sup>st</sup> Congress, 1863-64*, Richmond, 1864.
- McPherson J., *La guerre de Sécession (1861-1865)*, Paris, 1991.
- Moore A.B., *Conscription and Conflicts in the Confederacy*, New York, 1924.
- Moore F. (édit.), *The Rebellion Record*, New York, 11 vols & Suppt., 1862-8.
- Noirsain S., *La Confédération sudiste, Mythes et Réalités*, Paris, 2006.
- Ibid, *La Flotte Européenne de la Confédération sudiste*, Bruxelles, 2000.
- Official Records of the War of Rebellion (O.R.)*, Washington D.C., 128 vols. 1880-1901.
- Potter D.M., *The South and the Sectional Conflict*, Baton Rouge, 1968.
- Putnam-Brock S., *Richmond during the War: Four Years of Personal Observations*, University of Nebraska Press, 1996.
- Rable G.C., *Women and the Crisis of Southern Nationalism*, University of Illinois Press, 1991.
- Ramsdell C.W., *Behind the Lines in the Southern Confederacy*, Louisiana State University Press, 1944.

- Richardson J.D. (édit.), *A Compilation of Messages and Papers of the Confederacy*, vol. 1 et 2, Nashville, 1906.
- Ringold M.S., *The Role of the State Legislatures in the Confederacy*, Athens, 1966
- Robbins H.B., *Confederate Nationalism : Politics and Government in the Confederate South, 1861-1865*, Rive University, 1964
- Robinson A.L., *Bitter Fruits of Bondage : The Demise of Slavery and the Collapse of the Confederacy, 1861-1865*, University of Virginia Press, 2004.
- Robinson W.M., *Justice in Grey, A History of the Judicial System of the Confederate States of America*, Cambridge, Mass. 1941.
- Rowland D., *Jefferson Davis, Constitutionnalist ; His Letters, Papers and speeches*, vol. 6, Jackson (Mississippi) 1927.
- Schwab J.C., *The Confederate States of America, A Financial and Industrial History*, New York, 1901.
- Soltow L. & Stevens E., *Rise of Literacy and the Common School in the United States : A Socioeconomic Analysis to 1870*, Chicago, 1981.
- Spears J.R., *The African Slave-Trade*, New York, 1900.
- Spratt L.W., *Slave Trade in the Southern Congress*, in « Southern Literary Messenger », vol. 32 (juin 1861).
- Takaki R.T., *A Pro-Slavery Crusade : the Agitation to Reopen the African Slave Trade*, New York, 1971.
- Tatum G.L., *Disloyalty in the Confederacy*, Chapel Hill, 1934.
- Thomas E., *The Confederate State of Richmond : A Biography of the Capital*, Austin, 1971.
- Van Riper P.P. & H.N. Schreiber, *The Confederate Civil Service*, in « Journal of Southern History », vol. XXV, November, 1959
- Wallenstein P., *From Slave South to New South : Public Policy in XIX<sup>th</sup> Century*, Chapel Hill, 1987.
- Watkins S.R., *Co. Aytch*, Nashville, 1889.
- Wiley B.I., *Plain People of the Confederacy*, New York, 1944.
- Ibid, *The Life of Johnny Reb : the Common Soldier of the Confederacy*, New York, 1943.
- Williams J.K., *Southern Movement to Reopen the African Slave Trade, 1854-1860*, in « Proceeding of the South Carolina Historical Association », 1960.
- Wilson H.B., *Confederate Industry, Manufactures and Quartermasters in the Civil War*, University Press of Mississippi, 2002.
- Wright-Wigfall L., *A Southern Girl in 1861*, Ameritech National Digital Library.
- Yancey W.L., *Speeches in the Senate of the Confederate States*, Montgomery, 1862.
- Yeans W.B., *The Confederate Congress*, University of Georgia Press, 1960
- Yeans W.B. & Barrett J.G., *North Carolina Civil War Documentary*, Chapel Hill, 2002.